

CHRONIQUE FEMINISTE

périodique bimestriel 100 f • janvier-février 87 - n° 20

DES IDEES POUR L'ECOLE

«TIERS-MONDE»

Université des Femmes

UNIVERSITE DES FEMMES

Place Quételet 1a, 1090 Bruxelles, tél: 02/219.61.07.

Equipe

Françoise Hecq
Martine La Haye
Hedwige Peemans-Poullet
Geneviève Simon
Edith Rubinstein
Nadine Plateau
Fanny Filosof
Geneviève Braun

Louise Thirion
Laurence Broze
Anne Van Seymoutier
Louisa Soriano
Colette Ingels
Alla Denesiok
Linda De Rey
Christine Seghain

• Cours, Conférences, Séminaires

Participation aux frais
Pour toutes les activités
de l'année: 1.500 fr.
Par séance: 100 fr.

• Centre de Documentation

Consultation de livres, revues, documents bibliographies.
Information et assistance pour travaux de mémoires.
Ouvert du lundi au vendredi
de 10 h à 17 h; le mardi de 10 h à 19 h et sur rendez-vous.

• Publication bimestrielle

CHRONIQUE FEMINISTE

Au numéro
Sur demande à l'Université des femmes (contre versement au
compte ci-dessous) ou dans les librairies

Abonnement à 6 numéros:
Belgique 500 fr.b.
Etranger 700 fr.b.

A verser au compte n° 001-1118659-34 de «Université des Femmes -
Chronique» (bien préciser le nom et l'adresse de l'abonné)

«TROPISMES»
Galerie des Princes 11, 1000 Bruxelles
Tél. 02/512.88.52
«LA NOUVELLE ETINCELLE»
chée de Wavre 86, 1050 Bruxelles
Tél. 02/512.01.43
«LIBRAIRIE CANDIDE»
place Brugmann 2, 1060 Bruxelles
Tél. 02/344.81.94
«ARTENYS»
chée d'Ixelles 249, 1050 Bruxelles
TH. 02/647.95.17
Réserve aux femmes
«SORGELOOS»
chée de Waterloo 365, 1060 Bruxelles
«LA MAISON DU NOUVEL AGE»
chée de Charleroi 71, 1060 Bruxelles
«FNAC - CITY 2»
1000 Bruxelles
Tél: 02/217.47.20
«VRINDTS»
rue de la Croix de Fer 53
1000 Bruxelles
Tél: 02/512.84.15

Impression
I.D.I.
rue du Méridien 15
1030 Bruxelles

Mise en page
Alla Denesiok et Linda De Rey.

Les activités d'éducation permanente de l'Université des Femmes
sont réalisées avec l'appui du Ministère de la Communauté Française
et de la Commission Française de la Culture.

SOMMAIRE

Pré-texte	3
Programme de l'Université des Femmes	
Calendrier	4
Rencontres	
Des idées à l'école	
Une alternative féministe	
Enseigner dans la crise	
Questions à propos du Guide pour l'Action	
De quelques actions positives	5-10
Créative	
Antonia Lambelle. Temps nouveaux, matières nouvelles	11
Sauvettes d'ici	12-16
Attentives	
Trop de femmes au chômage	17
Deuxième congrès Mondial des Prostituées	
Femmes, budget de l'Etat et programmes gouvernementaux	18-19
Lectures	
«Tiers-Monde» (revue)	20-21
Sexe Idéologie Islam	22-23
De la Dénatalité à la Nouvelle Maternité	
Les femmes Inventeurs existent	24
Bibliothèque	25-26
Incomplètes	27

Emilienne

Emilienne n'est plus parmi nous.

Et notre tristesse se mêle d'étonnement. Tant Emilienne, fut de tous nos combats, dans ses engagements socialistes, syndicalistes et féministes. Il y aurait beaucoup à dire de ses actions d'avant 1940. Mais c'est le rôle qu'elle tint au lendemain de la deuxième guerre mondiale qui nous est le plus familier.

- souvent désignée comme expert par la FGTB ou la CES dans des instances nationales ou internationales, elle fut, en 1975, co-présidente du Comité National Belge pour l'Année Internationale de la Femme. De 1978 à 1981, présidente de la Commission Consultative de la condition de la femme. Représentations officielles dont elle s'acquittait avec cette impertinence qui n'hésitait jamais à ruer dans les brancards des grandes instances sexistes.

Emilienne la rebelle. Emilienne, l'éloquente. Emilienne qui n'est plus.

En novembre 1982, elle nous avait écrit. A Chronique. La voici, présente, parmi nous.

Si la vie d'une femme n'est pas rose chaque jour, celle d'une militante, bien souvent déchirée, est plus dure encore. Je n'ai pas le moindre regret d'avoir choisi cette voie, au contraire.

Comme vous toutes, j'ai aimé, j'ai été heureuse, j'ai souffert d'inquiétude et de détresse. J'ai tremblé, j'ai connu des déceptions.

Oui, j'ai aimé pendant plus de quarante ans le compagnon de ma vie, mon mari, mon amant, le père de mes enfants.

J'ai perdu mon premier bébé à l'âge de 7 mois, et on a tué ma fille, Louise, qui avait 32 ans.

J'ai savouré mes jours de bonheur, j'ai lutté contre l'adversité, j'ai pleuré mon chagrin, j'ai assumé la vie des autres et la mienne tout en combattant.

J'ai distribué à chacun mes joies et j'ai travaillé toujours plus durement pour dépasser mon chagrin, aidée par l'affection de mes enfants et de mes six petits-enfants et soutenue par l'amitié d'innombrables femmes de mon pays et d'ailleurs.

Aujourd'hui, le dernier tournant de ma vie se profile. Je suis persuadée que si j'ai dû vaincre des obstacles, j'ai sûrement choisi la meilleure part de ma vie en luttant pour la justice sociale, pour l'égalité des femmes et des hommes, pour la paix.

Non pas que j'aie conscience d'avoir accompli ma BA chaque jour -il ne s'agit pas de cela- mais de m'être consacrée à la cause de la vie.

Par leurs luttes, les femmes ont amoncelé des droits dans tous les domaines et, quoi que pensent ou disent certaines, les conditions de vie ont été largement améliorées. Elles ont beaucoup de droits, mais tous ne sont pas appliqués: le temps de l'égalité des sexes n'est pas encore venu, il n'est pas voulu, il n'est pas pensé, parce que nous vivons dans une société inégalitaire où -nous le voyons au travers de la crise- les riches deviennent plus riches, les pauvres plus pauvres. Ceux qui sont favorisés n'ont pas envie du moindre changement.

Or, les aînées, qui laissent un travail essentiel à charge des plus jeunes, adjurent les jeunes de s'orienter courageusement vers le changement. Je voudrais qu'elles se sentent mobilisées et, qu'au besoin, elles forcent les portes que d'aucuns persistent à verrouiller. Malgré tous les combats menés par le monde du travail, il faut encore gagner la réforme profonde de ce monde -la crise économique actuelle nous le prouve suffisamment-.

Allez vers le changement: c'est la voie à suivre. Réclamez-le et imposez-le. Prenez votre place dans la vie politique, économique, sociale et culturelle. Femmes, vous êtes l'espoir de la jeunesse du monde... Vous avez la force, la connaissance et si vous déployez vigueur et union, vous remporterez la victoire.

Soyez les «battantes» du 20^è siècle, de l'avenir...

Emilienne Brunfaut
11.11.1982

LE SAVOIR ET LE FAIRE

PROGRAMME: JANVIER - FEVRIER 1987

JEUDI 29 janvier à 20 h 30

Conférence «LA MIXITE DANS L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE: UN FAUX-SEMBLANT D'EGALITE», par Nicole Mosconi, professeur agrégé

Contrairement à un discours convenu qui voit dans la mixité scolaire la réalisation de l'égalité entre les sexes devant l'éducation et l'enseignement - il en va de la mixité comme de la démocratisation de l'enseignement-. De même que celle-ci ne réalise qu'une illusion d'égalité et tend à reproduire et à légitimer par des mécanismes subtiles la stratification sociale entre les classes, la mixité tend à reproduire et à légitimer les rapports sociaux de domination d'un sexe sur l'autre. Plus exactement, elle apparaît comme une formation de compromis entre les forces qui tentent de préserver un modèle traditionnel inégalitaire de rapports entre les sexes et les forces sociales qui tentent de promouvoir un modèle inévitablement égalitaire.

Le résultat est sous le discours idéologique égalitariste, l'action d'un certain nombre de processus qui ont pour effet la reproduction de l'inégalité sexuelle, par exemple la ségrégation des filières mais aussi plus subtilement des représentations ou des attitudes qui traduisent un refus général du féminin dans l'univers scolaire.

JEUDI 26 février à 20 h 30

CONFERENCE «LA REVOLUTION CULTURELLE SOUTERRAINE», par Edith Rubinstein

Se pourrait-il que les luttes de femmes qui prennent de l'ampleur au XIX^e siècle constituent une rupture de l'Histoire où les acteurs ne seraient plus seulement les pères de famille mais chaque individu, homme ou femme, vieux ou jeunes? L'évolution n'est pas terminée mais elle est en cours. Des attaques d'arrière-garde continuent à se perpétuer notamment contre les femmes mariées mais on peut penser que dans un avenir plus ou moins proche, les femmes échapperont à leur dépendance économique-sociale si elles parviennent à se dégager du sirop sexuel-affectif dans lequel le patriarcat les a engluées.

Les séminaires d'Histoire et de Sociologie fonctionnent pour le moment en groupe fermé. La prochaine réunion est prévue pour mars 87.



Toutes les activités ont lieu le jeudi à 20 h 30 soit à la Place Quetelet 3, 1030 Bruxelles, soit à la Place Quetelet 1a, soit dans les deux lieux chaque fois que les séminaires se tiennent ensemble. Pour tous renseignements téléphonez entre 10 et 17 h: 02/219.61.07.

Des idées pour l'école

Le 15 novembre 86, l'Université des Femmes a voulu prolonger la journée d'étude sur «Le sexisme caché à l'école» du 22 mars en faisant le point sur les actions positives menées en Belgique dans le domaine de l'enseignement et en proposant des pistes de réflexion et d'action pour un projet scolaire véritablement démocratique, c'est-à-dire qui intègre la problématique de l'égalité des chances entre filles et garçons à l'école. Nous reproduisons ici les textes des interventions de l'Université des Femmes.

Une alternative féministe

par Nadine Plateau

Cette journée se situe dans le prolongement de la journée d'étude que nous avions organisée le 22 mars dernier «Sur le sexisme caché à l'école».

Notre propos à l'Université des Femmes est d'introduire, dans l'analyse des savoirs constitués, la problématique du rapport des sexes que ces savoirs en général ignorent. Il était donc logique que nous fassions connaître l'apport de la recherche féministe à la sociologie de l'enseignement et de faire apparaître les mécanismes cachés par lesquels la hiérarchie sexuelle se reproduit à l'école. Je vous renvoie à la brochure que nous avons publiée dans laquelle vous trouverez les communications faites au colloque.

Nous avons déjà au mois de mars le projet de ne pas en rester à un constat, mais de reprendre contact avec toutes celles qui avaient participé à la journée afin de définir ensemble ce que nous pourrions faire pour combattre le sexisme à l'école.

Les événements de ces derniers mois ajoutent à nos préoccupations et rendent plus nécessaire que jamais une collaboration des forces vives pour lutter contre les discriminations.

Il est évident que les mesures de Val Duchesse, c'est-à-dire les restrictions budgétaires, vont entraîner une réorganisation de l'enseignement dans une optique néo-libérale. La notion d'école comme service public est menacée, à cet égard le démantèlement de l'enseignement de l'Etat est significatif (il est le plus touché par les mesures parce que précisément rénové à 100 %, c'est-à-dire jouissant des normes les plus favorables en ce qui concerne le nombre d'élèves, les choix d'options, etc...). Le so-

ciologue Luc Carton faisait remarquer que «pour la première fois dans le mouvement historique d'investissement de l'appareil scolaire, l'Etat opère un mouvement de retrait financier aussi clair que brutal». Ainsi de 80 à 84 le budget pour l'enseignement secondaire et non universitaire a diminué de 10 % et pour l'enseignement universitaire de 18 %. Il est clair que ce désinvestissement de l'Etat va jouer dans le sens de la privatisation de l'enseignement et de la formation. Déjà les entreprises assurent des formations aux travailleurs et Luc Carton note une progression des investissements intellectuels dans le domaine de la recherche-développement, de la formation, de la publicité et des logiciels au sein de l'entreprise. Ce qui indique un glissement d'une partie de la transmission des connaissances d'une institution publique, l'école, à une autre privée celle-là, l'entreprise.

L'école qui se profile aujourd'hui est une institution privatisée, technocratique, ultra-compétitive, bref une école élitiste dans laquelle les plus forts auront l'avantage. Le discours officiel sur la transmission des connaissances comme objectif principal de l'enseignement (ce qu'on aurait soi-disant ignoré dans le rénové tant on était occupé de faire le bonheur des élèves!) occulte le fait que les seules connaissances valorisées sont des connaissances dures (sciences et technologie) acquises dans les matières hautement sélectives (ce n'est pas parce que les maths sont plus dures que l'allemand, c'est parce que les maths se trouvent au sommet de la hiérarchie qu'elles permettent de pratiquer la sélection). Il est clair que la sélection sera plus brutale et que l'école n'offrira plus aucun soutien particulier à ceux qui échouent ou ont des handicaps scolaires.

Il suffit de penser aux ratapages déjà supprimés en partie cette année et à l'augmentation du nombre d'élèves par classe qui interdit toute pédagogie différenciée. Nous savons que dans cette école les inégalités vont jouer à plein et nous savons quelles catégories d'élèves ont tout à perdre: les élèves de milieux défavorisés, de milieux immigrés et les filles qui dans certains cas cumuleront handicap socio-culturel et sexuel.

Nous ne sommes pas les seules à nous inquiéter de cette remise en question des principes démocratiques qui avaient inspiré le rénové, quelles que soient les critiques que l'on puisse formuler à l'égard de cet enseignement. Il y a des progressistes qui dénoncent la politique néo-libérale actuelle, qui veulent formuler un projet d'école démocratique. Je pense ici au numéro de La Revue Nouvelle sur l'école, à la Semaine sociale wallonne sur le même sujet. Ce qui m'a frappée dans les deux cas, c'est l'absence de reconnaissance des discriminations touchant les filles. Une exception à la Semaine sociale wallonne: Andrée Delcourt, présidente de Vie Féminine a, pendant les dix minutes dont elle disposait, rappelé que la lutte contre les inégalités spécifiques que vivent les filles à l'école est une finalité qui doit s'inscrire dans le projet pédagogique. Mais on peut se demander si les dix minutes de parole d'Andrée Delcourt ne justifiaient pas la bonne conscience de tous ceux qui avaient parlé pendant des heures sans aborder ce problème capital.

Il y a là une cécité incroyable que nous devons dénoncer. Et il me semble que nous devons profiter de cette réflexion sur l'école dans certains milieux, de cette volonté de négocier un nouveau contrat entre l'école et

la société pour faire reconnaître notre projet de société et notre projet d'école. Notre projet d'une société où les rapports hommes/femmes et leurs rôles respectifs seraient redéfinis, ce qui signifierait, par exemple, que les travailleuses ne seraient pas systématiquement marginalisées, dévalorisées ou carrément exclues du monde du travail, ce qui signifierait également que les hommes ne pourraient plus ne pas partager les tâches familiales. Quant à notre projet d'école, il faut peut-être se rendre compte qu'une véritable égalité entre les filles et les garçons est irréalisable si l'école reste ce qu'elle est toujours aujourd'hui, à savoir que même mixte, c'est toujours une «école de garçons». C'est d'ailleurs comme cela qu'historiquement les écoles mixtes sont nées, quand des écoles de garçons ont admis les filles. C'est encore vrai aujourd'hui comme l'ont confirmé des chercheuses de l'université de Gand dans leur enquête sur les écoles primaires en Flandre. L'école est profondément masculine, le modèle de réussite est toujours masculin, les savoirs enseignés sont masculins et si l'école a été et est toujours un lieu possible d'émancipation pour les filles, cela ne va pas sans contradictions ni difficultés.

C'est pourquoi il faut d'abord que l'école reconnaisse que l'expérience sociale, le vécu des filles à l'école n'est pas le même que celui des garçons. Je prendrai l'exemple des stéréotypes sexistes dont on parle tant et qui pèsent de la même manière sur les filles et les garçons. Quand on pose filles et garçons comme également conditionnés par ces préjugés, on oublie le principal, à savoir que ces stéréotypes sexistes augmentent le pouvoir des garçons et dévalorisent les filles. De même la mixité qui suppose le symétrisme parfaite des deux

sexes occulte les rapports de pouvoir entre filles et garçons et reproduit les discriminations.

Il faut ensuite que l'école intègre les aspirations, les besoins des filles, par exemple que les cours aient un sens social ou humain. Il faudrait entre autres revoir l'enseignement des maths et des sciences qui sont souvent un bourrage de crâne ou au mieux une activité ludique, et montrer que les pratiques scientifiques ne sont pas complètement séparées de la société. Ce serait bénéfique pour tous les élèves et capital pour les filles qui à l'adolescence (âge reconnu de décrochage par rapport aux maths et aux sciences) se posent des questions quant à l'utilité sociale des matières enseignées.

Enfin, il faudra que l'école intègre des valeurs qui ne soient pas seulement de compétition et de réussite professionnelle mais de coopération et de responsabilités sociales et familiales.

Si nous ne disons pas ces choses, personne n'y pensera. Et nous pouvons le faire là où nous vivons, travaillons, militons. Dans nos groupes, nos organisations, nos mouvements, nos syndicats, nous devons dénoncer le sexisme de la société et de l'école et faire reconnaître que cette problématique est prioritaire dans l'élaboration d'un projet d'école démocratique.

Pour faire reconnaître cette priorité nous pouvons nous référer à la législation européenne en matière d'égalité. Récemment la situation sur le plan de l'égalité entre filles et garçons dans l'enseignement a fait l'objet d'une évaluation. Le rapport Sullerot montrait en 84 qu'en dépit de variantes et de particularités nationales, dans l'enseignement général, les filles ont de meilleurs résultats que les garçons, mais elles choisissent des matières qui ne sont pas la voie royale pour l'avenir professionnel. La stratégie proposée par le rapport pour résoudre ce problème est la diversification des choix professionnels des filles et des femmes. C'est d'ailleurs le titre du rapport et c'est devenu un leitmotiv du discours sur l'égalité des chances.

La Résolution du Conseil des Ministres de l'Education des Communautés Européennes datée du 3 juin 1985 va dans le même sens. Cette Résolution comporte un programme d'ac-

tion pour «assurer une égalité des chances pour les filles et pour les garçons d'accéder à toutes les formes d'enseignement, «motiver les filles et les garçons à accomplir des choix non traditionnels», «encourager les filles à participer autant que les garçons aux secteurs nouveaux».

Le langage utilisé dans cette Résolution est très intéressant, le mot discrimination est évité, on lui préfère le terme d'inégalité des chances, de même que l'on parle de stéréotypes liés au sexe plutôt que de sexisme et toujours les mots filles et garçons vont ensemble comme si, et pour ne prendre qu'un exemple, les garçons se trouvaient dans la même situation que ces filles de devoir élargir leurs possibilités d'accès à toutes les filières. Cette manière de mettre filles et garçons sur le même pied les présente comme les mêmes victimes des stéréotypes sexistes et occulte bien entendu que les stéréotypes confirment la hiérarchie sexuelle que donc, en termes de pouvoir, les uns sont gagnants les autres perdantes. Il y a bien d'autres critiques à faire à ce Programme d'action dont la principale est qu'il vise à ce que les filles rattrapent leur retard par rapport aux garçons, la

norme restant bien entendu le modèle masculin. Mais nous voulions aujourd'hui repérer dans ce programme ce que nous pouvions exploiter pour lutter contre le sexisme à l'école.

La Résolution affirme et c'est un point essentiel, que, pour réaliser l'égalité effective, des interventions sont nécessaires au niveau de l'orientation scolaire. Or nous savons que le gouvernement pratique actuellement des coupes sombres dans les PMS. La Résolution recommande des interventions dans la formation et le recyclage des enseignants. Ce qui nécessiterait des budgets plus importants. Enfin elle affirme qu'il faut encourager les filles à participer aux secteurs nouveaux ce qui signifie mettre en œuvre des actions positives. Et ici, si vous repensez à ce que je disais tout à l'heure, il est fort à craindre que le désinvestissement de l'appareil scolaire par l'Etat n'ait des conséquences néfastes sur la stratégie des actions positives, parce que le secteur public est un secteur clef pour la promotion des actions positives. Je prendrai l'exemple de la Suède et des USA où la mise en œuvre de cette stratégie est déjà relativement ancienne. Dans ces pays,

les premières actions positives réalisées sont dues à l'existence d'une véritable volonté politique, l'Etat voulant servir de modèle notamment vis-à-vis du secteur privé.

Il y a donc quelque chose de tout à fait paradoxal dans la situation actuelle. D'une part, les CE adoptent la Résolution et publient un Guide pour l'action et recommandent des interventions pour réaliser l'égalité. D'autre part, le retrait financier de l'Etat non seulement rend improbable la réalisation de ces interventions mais met en péril les acquis de l'école démocratique.

Je pense que nous devons exploiter cette législation européenne qui nous est favorable pour réclamer notre dû, pour légitimer nos actions, pour contraindre les responsables de l'Education nationale à respecter les engagements de la Belgique au niveau européen.

Un des objectifs de cette journée est précisément de voir ce que nous pouvons faire pratiquement à partir de ce Guide pour l'action pour déclencher un processus de changement.

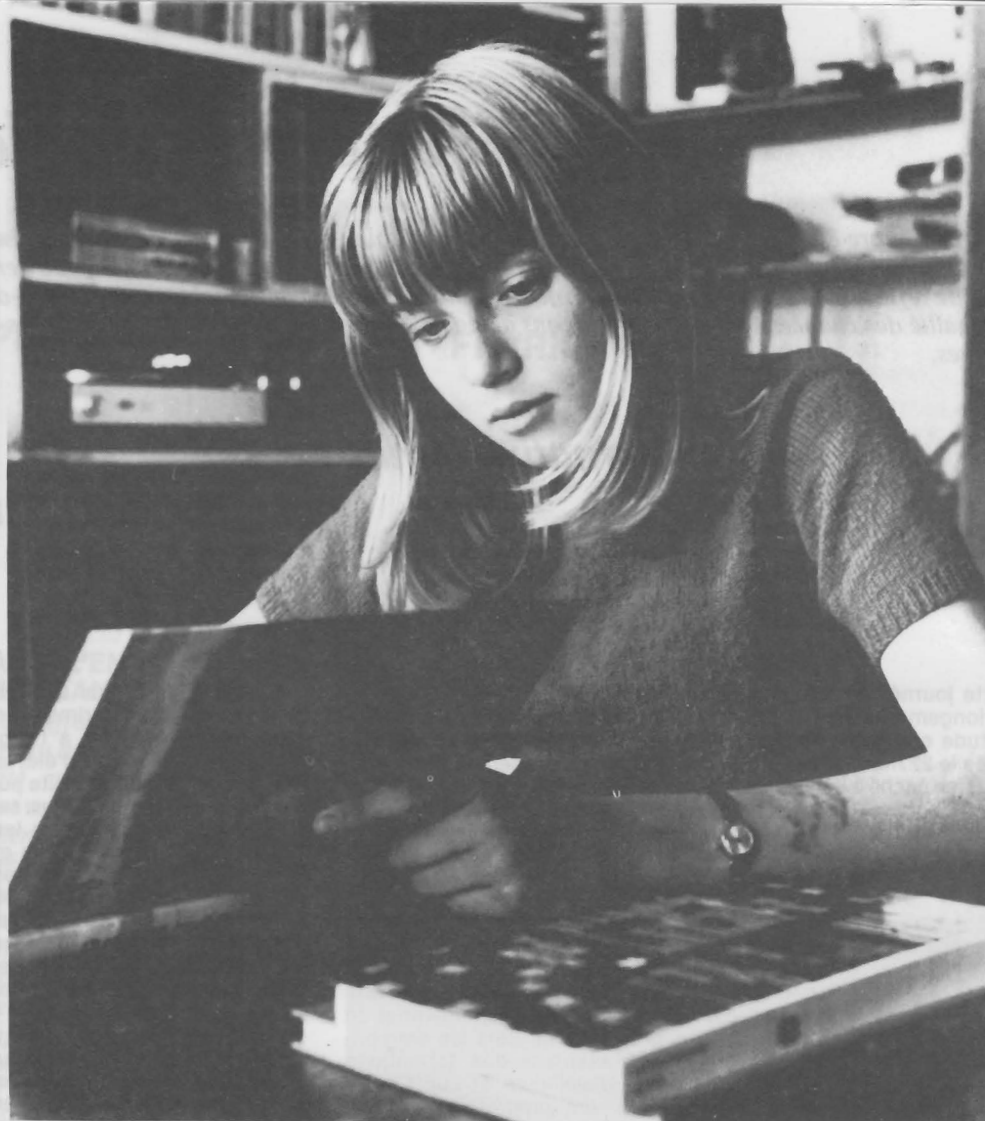


Photo Roger Cornet

Enseigner dans la crise

par Françoise Hecq

Au début de novembre, à la Semaine sociale wallonne du MOC, un exposé de Luc Carton, intitulé «Pour un nouveau contrat entre l'Ecole et la Société», a introduit toutes les autres interventions ainsi que les séminaires. Remarquable exposé qui ne pouvait que ravir les progressistes, soucieux de l'idée d'une école démocratique, puisqu'il analyse leurs inquiétudes et les angoisses que suscite la politique d'un gouvernement qui ne cesse de démontrer sa volonté de transformer l'école en un outil fiable au service du néo-libéralisme. Il a tracé aussi des perspectives très pertinentes puisqu'elles s'appuyaient sur une école telle qu'elle est, et non une utopie.

Je voudrais reprendre quelques concepts de cet exposé pour que nous les utilisions en vue de réaliser une véritable égalité des chances. Luc Carton part d'une question essentielle pour nous: qu'est-ce qu'enseigner dans une société en crise? Si un monde, prétend-on, est en train de mourir, si un nouveau monde se met en place dans une gestation ô combien difficile, qui peut en dessiner les contours? Personne. On ne peut même pas travailler à la boussole.

Pour y voir plus clair, il faut partir de constats. Le premier est l'attitude de l'Etat actuel, qui opère un brutal désinvestissement financier dans l'appareil scolaire. Deuxième constat: l'investissement patronal dans la formation, ce que Luc Carton appelle «l'immatérialisation croissante des activités économiques». Elle est à présent dans les faits. La forte progression des investissements intellectuels dans les entreprises: recherche, formation, publicité, logiciels. C'est désormais une réalité dont il faut tenir compte. Elle est d'autant plus remarquable, cette progression des investissements intellectuels, qu'au niveau global des investissements en capital, les entreprises sont plutôt chiches et ont surtout tendance à retirer leurs billes, plutôt que d'en mettre.

Troisième constat et d'importance bien qu'imprécis: on entend dire, de toutes parts, que

l'école est inadaptée. Mais inadaptée à quoi? Au projet libéral ou au projet démocratique? Selon l'idéologie que l'on soutient, les réponses sont contradictoires et engendrent d'autres questions. S'adapter, c'est s'adapter à la crise, au danger nucléaire? Que donnent d'ailleurs des adaptations «réussies»?

Sans méchanceté aucune, prenons l'exemple suisse. Les Suisses, semble-t-il, sont dans leur majorité, des gens éminemment adaptables, toujours à l'heure grâce à leur montre, comme vous savez. Danger nucléaire? Qu'à cela ne tienne, on construit des abris atomiques et le mouvement pacifiste anti-nucléaire y est très faible. Les grands barons de la chimie s'implantent autour de Bâle qu'ils ensèrent dans l'étau de leurs fumées violacées. Qu'à cela ne tienne, ils créent de l'emploi, ils se créent le quasi monopole de l'emploi; et bien, l'écrasante majorité des Bâlois travaillent là, chez eux, chez les barons, chez les maîtres. Maîtres qui gèrent la ville, malgré une non négligeable présence socialiste, la plus forte de toutes les villes suisses; mais lors de la «votation», ils l'emportent quand même les barons au sein du parti bourgeois, la droite. Maîtres de l'Université. Cette prestigieuse université d'autrefois dont les départements de sciences humaines se vident de budgets, de recherches donc de compétences alors que d'autres se gonflent. Vous l'avez deviné, tous ceux qui peuvent servir l'industrie pharmaceutique. La semaine dernière, les écoliers bâlois ont manifesté en force dans les rues, ce furent les seuls, sous le slogan: «nous ne voulons pas être les poissons du Rhin de demain». Je pense que l'avenir de la Suisse appartient à ces inadaptés-là.

Que l'usage immodéré de la notion d'adaptation épuise dans l'école les finalités, les espoirs, la joie scolaire, est évident. Plus grave encore, cette notion tronque, ou plutôt fait l'économie de l'intérêt et de la difficulté de la question de l'école qui est à la fois de développer les potentialités de l'individu pour qu'il puisse utiliser ses compétences dans la société, mais aussi, en cet état de crise, de

ne pas le rendre passif - résigné - par la marginalisation ou la réussite; deux démarches individuelles, à ce qui est cette crise. L'école doit donner aussi des moyens pour essayer de passer à une société nouvelle, moins folle.

L'école, donc, médiation entre l'individu et la société comme elle est. L'école, en même temps, médiation entre la société présente et celle qu'il s'agit de produire pour sortir de la crise, tout de même. Et ce n'est pas facile puisque cela nous amène à un quatrième constat: selon l'étude de l'Ires de mars de cette année, les jeunes de moins de 25 ans entre 74-84 ont perdu 190.000 emplois, près du tiers de leurs possibilités.

Parce qu'ils ne sont pas qualifiés? Non tout bêtement parce qu'il manque des emplois. En dessous de 20 ans, l'emploi est en voie de disparition: il a diminué de 75 % en dix ans. En accuser l'école? Non. Ces chiffres au contraire font apparaître que l'enjeu de la formation glisse hors de l'école et est réapproprié par les entreprises qui usent subtilement de l'adaptation de l'école pour en faire son bouc émissaire. Puisque cette école est si vieillotte, nous allons former nous-mêmes ou via la formation de l'ONEM etc... cacher le manque d'emplois.

Cinquième constat: idéologie comme celui de l'inadaptation, la formation est omniprésente, théâtralisée. Mais recyclez-vous donc! Vous êtes toujours désadaptés.

Alors, enseigner quand même? Pour nous aider à réévaluer la place d'une institution comme l'école dans la société, quelques points de repères. Je cite ici G. COQ et P. THIBAUD eux-mêmes cités par Luc CARTON:

«L'école n'est jamais reproductrice simplement de la société telle qu'elle est, elle est aussi productrice de quelque chose d'important dans le mouvement même des cultures d'une société. Elle n'est pas simplement le reflet d'une société, elle est l'un des lieux où se produit le social comme tel. Comme toute institution vivante, elle construit tout à la fois l'individualité et la société.»

Vous entendez? Elle n'est pas simplement le reflet de la société telle qu'elle est, elle est un lieu où se produit le social. Comme toute institution vivante, elle construit tout à la fois. L'identité et la société. Donc redécouvrir le rôle spécifique de l'Ecole comme instituant le social impose de ne pas la surestimer, par une espèce de surchauffe idéologique comme ce fut le cas au XIXème siècle et dans la première moitié du XXème siècle (école libératrice, pure production de la société), mais à ne plus la sous-estimer comme ce fut le cas depuis 1970 (Bourdieu et Passeron, Illich, etc.) l'école étant le lieu misérable de la simple reproduction des rapports sociaux, des hiérarchies, de la division du travail.

Puisque l'exposé de Carton portait sur un nouveau contrat entre l'école et la société, il s'appuie pour formuler des propositions sur trois points de repère absolument essentiels:

1. renforcer l'école, c'est peut-être d'abord ne pas trop lui demander;
2. renforcer l'école, c'est jouer à plein de la vertu de son autonomie, de sa formation non immédiate instrumentale, de sa capacité d'anticiper et de produire, plutôt que celle de s'adapter et de reproduire;
3. renforcer l'école, c'est lui assigner une finalité, transmettre les savoirs, présenter le monde, contribuer à élaborer une référence commune aux membres de cette société. Carton alors élabore des propositions en s'appuyant sur des propositions du Collège de France pour un enseignement de l'avenir, un texte de Delors «Enjeux scolaires, enjeux sociaux», etc.

Ces projets ouverts ont tous en commun ceci: c'est qu'ils sont des projets ouverts et fermés.

«Reconstruire les contenus de connaissance en fonction d'une société mondialisée et largement multiraciale: traiter de front ce choc culturel (Delors, Interventions 85) en faisant apparaître le lien entre l'unité de la science et la pluralité des cultures. Le seul fondement universel que l'on puisse donner à

une culture réside dans la part d'arbitraire qu'elle doit à son historicité. Rompre avec une vision ethnocentrique de l'histoire de l'humanité».

«Multiplier les formes d'excellence culturelle socialement reconnues: pour des raisons inséparablement scientifiques et sociales, il faut combattre toutes les formes de hiérarchisation des pratiques et des savoirs, le «pur» et l'appliqué, le théorique, le pratique et le technique (cfr. ég. Legrand, 103)».

(«Notons que ces deux premiers principes peuvent et doivent être travaillés également dans la perspective de rompre les ségrégations de toutes natures dont sont victimes les filles»).

Projet ouvert. Filles entre parenthèses, toujours entre parenthèses. Voici nos commentateurs de l'Université des Femmes. Voilà des progressistes sérieux, soucieux, avec la plus grande honnêteté de faire de l'école une production du social ce dont la société a le plus grand besoin, soucieux en même temps de faire de l'école une production d'identité. Et qui font une allusion entre parenthèses pour signaler les ségrégations dont sont victimes les filles. Jacques Delors dit qu'il faut bannir l'ethnocentrisme de l'école. Nous, l'ethnocentrisme au plus près, c'est l'androcentrisme.

Ecole production du social et de l'identité forte, qu'en est-il dans la mixité? Qui semblerait non sexué pour nos progressistes.

Permettez-moi quelques constats dus à mon expérience de prof. de morale. Dans une classe mixte, où l'espace de parole est très grand, je remarque ceci, il y a des tendances différentes selon les filles et les garçons. Mais je précise tout de suite ou plutôt j'insiste, au plan individuel, la tendance peut être totalement renversée. Tendance des garçons à accaparer la parole, pour dire qu'ils sont là, pour dire, pour dire à l'infini, s'affirmer. Les filles sont plus disciplinées. Je répète, ce ne sont que des tendances. Elles lèvent le doigt, se soumettent plus volontiers à une contrainte collective nécessaire dans une classe. Plus souvent dans leur coin à papoter, mais souvent plus enclines d'abord à faire des choses et même quelques peu dangereuses. Par exemple, depuis deux ans dans les premières et secondes renouvelées, j'envoie les enfants au tableau copier les synthèses du cours. Ce sont les filles qui souvent parlent le moins qui en ont en-

vie. Elles y vont, et comme l'état orthographique belge est aussi mauvais que l'état néolibéral, beaucoup font des fautes et sont couvertes de quolibets surtout de la part des garçons. Je note que depuis que les filles ont demandé d'aller au tableau les premières, même si elles sont les dernières à parler, les petits garçons réclament véhémentement leur droit d'aller aussi au tableau.

Un autre petit flash pour éclairer ce que je souligne comme étant des tendances sexuées. Des tendances. Au niveau de l'information, celle de la réceptivité informative, politique, sociale-économique, etc. (Je pense à une classe du cycle supérieur) les garçons engrangent beaucoup plus que les filles. C'est indiscutable. Ils ont donc prise sur le monde. Plus que les filles? Oui et non. Oui, parce que cette tendance à s'informer accumule un savoir dont les filles ne disposent généralement que peu. Le savoir face à ce «peu», c'est déjà un rapport de force dominant. Mais que se passe-t-il dans le savoir des garçons, qui est une indubitable ouverture sur le monde, quand on leur propose, que dis-je, oppose, une grille dans leurs petites cuisines idéologiques. Refus. Et particulièrement dans celui des rapports de sexes, vous vous en doutez. Les contrer là, c'est aller au devant, ce que personnellement je fais, de toutes leurs tentatives castratrices, menées à l'abri de leurs certitudes. Et ils disposent d'une panoplie de moyens: bruits, papotages et le plus pervers mais très courant, celui d'entraîner une petite copine solidaire de leur discours, pour me dire que je suis «féministe» donc idéologique, même si je dois leur définir le mot. Lutte de superstructure à superstructure. Ils veulent m'entraîner, comme ils entraînent une petite copine, dans une épreuve de force d'opinions et «toutes se valent n'est-ce pas». C'est bien connu. Toujours dans cette tendance, dans l'espoir de dominer, ils assèment, coupent la parole, ne négligent nullement les procès d'intention, vous suspectent. Quand ils doivent se considérer comme battus, c'est bien évidemment eux qui se sentent les boyeurs dans les cordages car moi avec plus ou moins de bonheur, j'enseigne, eux ont tendance au repli, celui de l'incompris. De cela je conclus que l'ouverture des garçons au monde n'est pas incompatible avec la fermeture sur des domaines où ils se sentent menacés.

Les pauvres, je ne peux pas leur demander plus qu'à Luc Carton et à Delors et aux Messieurs du Collège de France.

Dernier flash.

Quand nous parlons, ensemble dans les classes terminales, des projets de vie, plus calmement. On se connaît depuis la première, c'est une histoire personnelle, les projets sont sexués. Les garçons se projettent dans une carrière. Le disent simplement, gentiment. Ils ne voient pas encore autre chose. Les filles le voudraient peut-être plus qu'avant. Elles ont moins tendance qu'il y a dix ans, par exemple, à porter l'ostensor de la maternité. Elles réfléchissent. Sont très conscientes que faire des enfants sans sécurité de boulot... C'est un malaise que traduit cette tension encore ténue mais latente entre des aspirations d'identité (la reconnaissance professionnelle) et le désir d'enfants.

Alors, dans la disparité de ces projets, comment ne pas penser qu'ils préfigurent les rapports du futur quotidien. En effet puisque les garçons n'entrevoient pas vraiment, dans le tissu de leur vie future, la présence d'enfants (alors qu'on sait qu'ils en feront pour la plupart) et si d'autre part, les filles vivent déjà ce malaise de la conciliation entre vie familiale et

vie professionnelle, que faire? Pour ne pas reproduire ce qui est, et qui n'est pas fameux.

Et si des actions positives étaient menées à l'école auprès des garçons, pour leur montrer de vrais pères et mères (pas de ces nouveaux pères hargneux et préfabriqués par nos médias). Il y en a.

Et j'en termine mais j'aurais encore mille et une choses à dire. Le programme action pour les filles que Nicole et Marie-Jeanne vont vous présenter, est un document essentiel mais il ne faudrait pas que les jeunes filles se sentent en position d'inférieures, de handicapées. Les garçons aussi sont d'une certaine manière handicapés. Mais qu'on ne se méprenne pas. S'ils sont handicapés, ils sont aussi par leurs handicaps, victorieux et mortifères pour tous. Il est temps de s'occuper, compte tenu de ce que nous savons, de l'identité des garçons en même temps que de celle des filles.

Je souhaite des actions positives pour les garçons autant que pour les filles pour les amener les uns et les autres à cette production et de l'identité et du social. Double identité que réclament à grands cris et discontiennent les progressistes, qui néanmoins s'obstinent à nier que la société est culturellement sexuée.



Questions à propos du Guide pour l'Action

par Nicole Legrand

En guise de préambule tout d'abord, je dirai que ce guide existe, ce qui n'est déjà pas mal, mais surtout qu'il provient d'une institution officielle et internationale. Ce qui montre que notre travail n'est pas isolé, n'est pas le fait d'un petit groupe. Il est au contraire contenu et compris par la plus haute instance européenne. Ce Guide montre aussi qu'il répond à des besoins qui apparaissent partout en Europe et qui ont suscité des études en grand nombre dans les pays anglo-saxons et germaniques.

Comme j'enseigne dans le secondaire, j'ai borné ma lecture du Guide à ce seul point de vue: celui d'une enseignante qui voudrait arriver à une plus grande égalité de chances entre filles et garçons pendant l'adolescence. Une première idée m'a semblé intéressante, c'est l'idée que l'orientation dans le secondaire ne fait que correspondre aux attentes sociales. Or qu'est-ce que la société valorise, c'est la mathématique, les sciences, la technologie et l'informatique. On pense généralement que ces branches mènent plus sûrement à la réussite sociale (ou à un emploi tout court). On ne s'étonnera donc pas de retrouver dans ces options des garçons en force, garçons poussés par cet impératif.

Au contraire, pour l'opinion publique, les filles sont surtout destinées à la maternité et au mariage. C'est la fonction principale, la profession vient après. A cause de cet état d'esprit, les filles peuvent davantage choisir des options selon leurs goûts. Elles subissent moins de contraintes, de pressions et suivent davantage leurs tendances: enseignement général, sciences humaines, langues, littérature... Mais cela correspond-il à de l'inné ou à de l'acquis? Les filles réussissent plutôt mieux, de façon générale, au niveau secondaire, à l'école, on peut se poser la question du motif de ces choix d'options.

Mais d'autres questions se posent. La première: peut-on faire faire des maths, des sciences à tout le monde, moyennant une meilleure motivation, quelque adaptation? La pression sociale suffit-elle seule à expliquer ces orientations différentes selon le sexe? N'y a-t-il pas déjà dans l'éducation différenciée des filles et des garçons, une tendance à promouvoir l'abstrait et le général pour les garçons, le particulier et le concret pour les filles? Ce qui expliquerait en partie ces différences de choix.

Deuxième question: pousser les filles vers ces disciplines, n'est-ce pas vouloir couler tout le monde dans le même moule, rentable à court terme et qui correspondrait aux besoins de la société actuelle? N'est-ce pas faire pour les filles, ce que Damseaux, Hansenne et consorts veulent faire à plus grande échelle: ne choisir que les branches valorisées maintenant? N'y a-t-il pas lieu, au contraire, de développer un choix de disciplines plus vastes qui tiendrait compte des différences d'esprit des individus? Le monde de demain aura-t-il les mêmes besoins que celui d'aujourd'hui?

Autre idée que je reprends à ce Guide et que j'aimerais discuter, celle des relations entre les élèves de sexe différent, entre les professeurs et les élèves.

Première remarque (déjà évoquée le 22 mars): il semblerait que les professeurs accordent plus d'attention aux garçons qu'aux filles. Ceci doit impliquer qu'il faut sensibiliser les professeurs et les éducateurs à ce fait pour que les filles n'intériorisent pas cette situation et ne se dévalorisent pas.

Deuxième remarque: doit-on, comme le suggère le Guide,

créer un climat chaleureux pour accueillir les filles en négligeant la compétition qui, dans nos sociétés, est un fait ou bien, au contraire faut-il s'efforcer d'y adapter les filles dès leur plus jeune âge? Ou encore faut-il trouver le moyen d'articuler les contraintes sociales et le besoin d'épanouissement individuel?

Une collègue m'a alors suggéré une troisième idée: celle de valoriser l'étude d'autres cultures pour développer le sens de la relativité de nos modèles culturels (indépendamment de nos modèles sexistes). Ce serait le moyen d'intéresser tant les filles que les garçons à la vie sociale de groupes, un moyen de découvrir la richesse que comportent les différences entre individus. Moins il y aurait de modèle unique, plus facilement chacun y trouverait celui auquel s'identifier. Et ainsi on pourrait espérer que chacun, y compris les filles, trouverait son autonomie. Ce qui est, je pense, le but de toute éducation.

Cela permettrait aussi aux filles de reconnaître la validité de leurs besoins, de leurs attitudes plutôt que de se sentir inférieures par rapport aux garçons.

De quelques actions positives

Thérèse Vossen de Vie Féminine a rendu compte des actions menées par Vie Féminine afin de sensibiliser les enseignants à la problématique de l'égalisation des chances entre filles et garçons. C'est ainsi qu'un séminaire de deux jours se tint à l'école normale primaire de St François d'Assise à Louvain-La-Neuve sur le thème «Mixité et coéducation». On y analysa les stéréotypes sexués. On passa à certains exercices afin de favoriser une prise de conscience personnelle et des comportements nouveaux.

Autre expérience, celle de l'Ecole normale d'Andenne où le professeur de pédagogie a introduit dans son cours le su-

jet de la mixité ainsi que l'analyse des clivages entre filles et garçons. En outre, au cours d'une matinée d'animation, on a distribué un jeu où l'on attribue une série de cartes (brosse, fleur, marteau, TV, voiture, etc.) à deux cartes maîtresses, l'une masculine, l'autre féminine.

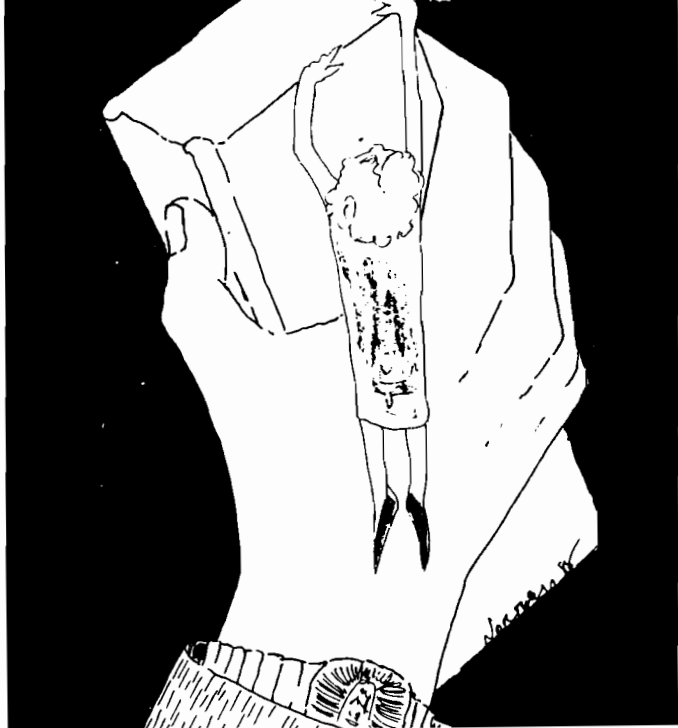
A l'Institut supérieur de sciences religieuses de Charleroi, les futurs professeurs de religion ont participé à un week-end de formation pour les amener «à une véritable pédagogie de la coéducation».

A Vie Féminine même, un groupe de travail qui semble très actif, se réunit tous les deux

mois. C'est d'ailleurs là qu'une enseignante conçut le jeu de cartes. Soulignons aussi que cette organisation s'efforce d'introduire l'étude de la coéducation dans les journées de recyclage prévues pour les instituteurs en fonction. Ceux-ci, faut-il le dire, marquent certaines reticences, estimant qu'ils pratiquent la coéducation dans les faits et qu'ils sont davantage intéressés par l'informatique.

Enfin, Thérèse Vossen a commenté les résultats que donne le jeu de cartes auprès des enfants, résultats on s'en doutait, prévisibles: la brosse à maman, l'auto à papa, même si leur réalité, leur vécu est en contradic-

tion avec le stéréotype. De ce témoignage, il ressort que si Vie Féminine mène une action de sensibilisation, ô combien utile, auprès des enseignants présents et futurs, toutes ces initiatives sont axées sur l'idée de coéducation. Concept fort vague, nous semble-t-il et qui nous paraît faire obstacle à des démarches un peu plus audacieuses. Ainsi peut-on s'interroger sur les moyens mis en œuvre, par exemple, le jeu de cartes. Est-il opportun de favoriser l'émergence de stéréotypes que par ailleurs on combat? Ne serait-il pas plus judicieux, plus neuf, de proposer aux enfants des situations nouvelles, d'enrichir leur imaginaire par d'autres possibles?

L'ACTION
POSITIVE

En conclusion le désintéressement de fait des enseignants peu disposés à suivre une journée pédagogique sur la coéducation plutôt qu'un recyclage en informatique, doit être une leçon et nous suggérer d'autres démarches. L'une consisterait à ne plus faire de ces matières un thème à part: il devrait s'insinuer, courir dans toutes les journées quel que soit le sujet abordé (informatique, nouvelles méthodes pédagogiques, la santé à l'école).

La seconde intervention fut celle du groupe «Changeons les livres», qui œuvre dans la même perspective de sensibilisation aux stéréotypes sexistes. Rita Dumonceau et Christine Duquesne ont détaillé les facettes de ce travail: investigation des manuels scolaires du primaire où encore aujourd'hui «les femmes ont toujours peur» ou «les femmes font de petits voyages, les grands étant réservés aux hommes».

Dans les livres destinés au secondaire, les femmes sont pratiquement occultées. Le groupe Changeons les livres scolaires a réalisé une vidéo intéressante «l'œuf et la poule» et se propose de monter des «valises pédagogiques» destinées aux professeurs et aux animatrices qui se rendent dans les écoles. La philosophie du groupe repose à l'évidence sur le principe du changement de mentalités. Sans nier bien entendu l'opportunité de ces actions, nous en voyons les limites, ne serait-ce qu'à la lumière de l'exemple al-

lemand. En effet, selon le rapport Sullerot, en Allemagne où les stéréotypes sexistes ont été systématiquement supprimés des manuels, on n'a guère constaté de changements fondamentaux dans les situations d'inégalité entre filles et garçons... Changer les mentalités semble quelque peu un leurre si les rapports de force qui les sous-tendent demeurent bien en place.

Enfin, la dernière intervenante fut Brigitte Everard, psychologue qui travaille en solo. Son objectif est de «développer les potentialités de chaque enfant, de manière à ce qu'il puisse faire face à la société de demain que personne ne connaît». Concept étrange de l'action positive puisque celle-ci vise justement un groupe cible défavorisé, en l'occurrence ici les filles, afin de tenter de rétablir en leur faveur une certaine égalité avec les garçons. Faire l'économie de ces passages obligés pour s'occuper des potentialités de chaque enfant, c'est un peu mettre la charrue avant les bœufs...

Brigitte Everard a, dans une école normale catholique, discuté «de manière informelle» avec des étudiants, leur a remis un questionnaire pour les alerter sur toutes les formes de traitement préférentiel des élèves. Elle a réuni aussi des enseignants au Ministère de l'Éducation Nationale afin de constituer un stock de techni-

ques et de textes permettant aux enseignants d'aborder la question de l'égalité des chances. On ne peut s'empêcher d'être sceptique quant à l'efficacité d'une discussion informelle. Ne faudrait-il pas former précisément ou mieux, **informer** les étudiants de toutes les recherches récentes en matière de sexisme dans l'enseignement, augmenter leur savoir plutôt que de pratiquer une sorte de thérapie tiède?

De même faut-il continuer à fabriquer des enseignants dénués de toute imagination en leur donnant leur dose, voire leur overdose, de recettes (ici sur l'égalité, là sur l'enseignement des langues vivantes, etc...), au lieu de stimuler leur créativité, en faisant appel à leur intelligence en partant d'une information sérieuse sur les problèmes qui nous préoccupent. Et c'est dans ce sens que s'est amorcé le débat.

Faut-il partir du vécu des élèves, les faire parler ou pratiquer «un endoctrinement scientifique» reposant sur des lectures qui permettrait de déconstruire les stéréotypes. A cet égard, les bibliothèques des écoles sont à examiner pour éliminer les œuvres désuètes, introduire des livres nouveaux donnant d'autres informations et suscitant des idées. Cet «endoctrinement scientifique» implique la remise en cause de ce bastion que constitue le savoir universitaire car les connaissances sont transmises aux élèves par des enseignants (à tous les niveaux) qui ont été formés par des universitaires. Or, comme jadis au marxisme, le milieu académique fait aujourd'hui barrage aux women's studies ou études féministes et le savoir enseigné à l'université ne mérite pas le qualificatif de scientifique puisqu'il ignore

l'apport considérable des recherches féministes à des domaines comme l'économie (théorie du travail ménager), la biologie (notion de sexe biologique et sexe social) pour ne citer que des exemples.

Autre question abordée dans le débat, celle du rapport entre l'école et l'emploi. Une participante a souligné le sexisme des entrepreneurs et signalé qu'en 1984, parmi les électriciens demandeurs d'emploi inscrits et ne trouvant pas d'emploi, il y avait 27 hommes et 2.000 femmes. Voilà la preuve, a dit une autre intervenante, que ce n'est pas l'enseignement qui donne accès à l'emploi et que le problème n'est pas de former les filles dans les secteurs nouveaux si recherchés, comme les nouvelles technologies, puisqu'elles n'y occupent quand même pas de postes de responsabilité. Il paraît surtout urgent de développer en elles la confiance en leurs moyens quel que soit leur diplôme. Et plutôt que de supprimer la coupe-couture qui est liée à l'identité culturelle des filles, il serait plus rentable de revoir cette formation professionnelle actuellement calquée sur le modèle ménager pour l'adapter aux besoins des entreprises de confection. Au lieu de se diriger vers des métiers nouveaux sur un marché du travail de toute façon défini par le monde des hommes, pourquoi les filles ne feraient-elles pas ce qu'elles aiment et n'arriverions-nous pas à imposer ces choix? En d'autres termes, question essentielle, comment faire de l'école un lieu de production du social?

De la coupe-couture, sujet controversé, le débat a glissé vers la maternité, sujet inépuisable, et s'est clôturé sur une suggestion de l'Université des femmes.

L'Université des Femmes propose aux participants d'organiser dans le courant du mois de mai 87, une journée d'information sur les carrières pour les jeunes filles. Pendant cette journée, des femmes exerçant une activité professionnelle dans des métiers traditionnellement ou non traditionnellement féminins témoigneraient de leur parcours: choix des études, recherche d'un emploi, vie professionnelle et vie privée.

Cette initiative nous paraît utile tant nous avons constaté les lacunes des jeunes filles dans leur information du contenu et de l'éventail des métiers. Tant nous avons constaté la pénurie de «modèles féminins» qui mènent de front vie professionnelle et vie familiale.

Antonia Lambelle

Temps nouveaux, matières nouvelles. Le plexiglas dans l'art

Antonia Lambel , après avoir fréquenté l'Académie de dessin à Saint-Josse, obtient un diplôme en sculpture à l'Académie Royale des Beaux-Arts de Bruxelles (1981). Après de nombreuses expositions collectives, Antonia Lambel  a fait cette année ses deux premières expositions personnelles à Bruxelles et à Bel eil. En 1985, elle a obtenu le prix de sculpture au 9  Séminaire des Arts   Bruxelles. Cet automne elle a exposé à Paris dans le cadre de l'exposition «Grands et Jeunes d'Aujourd'hui» qui s'est tenue en même temps et au même lieu que la FIAC (Foire internationale d'art contemporain) au Grand Palais.

Nous l'avons rencontrée à l'exposition. Elle nous a parlé de sa démarche.

«J'ai commencé par faire des études de podologie et mon cabinet était florissant. Un jour j'ai tout laissé tomber pour me consacrer à la recherche artistique.

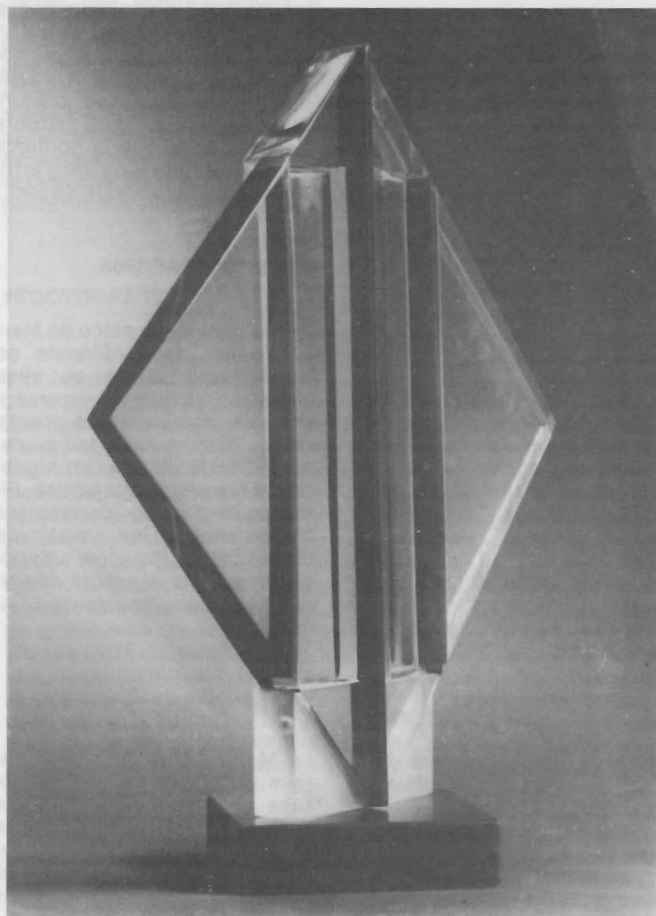
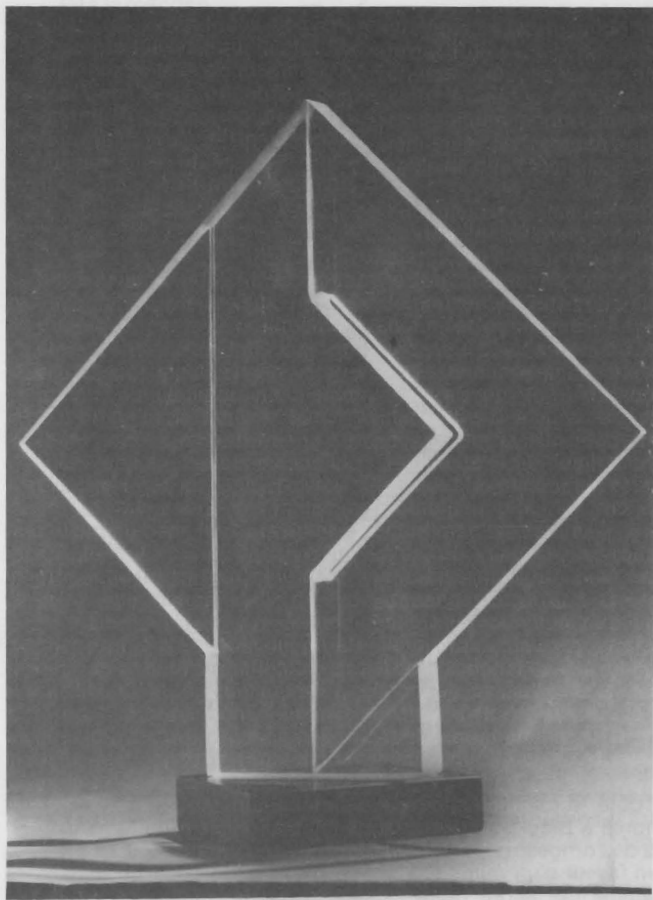
J'ai d'abord travaillé différents marbres et surtout notre merveilleux marbre belge «le mazy» apprécié dans le monde entier. C'est un marbre noir sans veine et qui se travaille assez difficilement. J'ai ensuite découvert le plexiglas et les résines de synthèse avec toutes ses possibilités. Transparent comme le verre, résistant au temps, le plexiglas se travaille lentement, poli ou sablé, il conserve une luminosité remarquable. Je d polis souvent les côtés de mes sculptures pour emprisonner la lumière dans ma forme, et pour créer un contraste entre le poli et le mat.

Contrairement à ce que l'on pourrait croire, je ne coule pas le plexiglas mais je le taille comme je taillerais un marbre avec les mêmes techniques de taille et de polissage. Chaque pièce est donc une pièce unique.

Au départ, je travaillais surtout des formes arrondies mais par la suite j'ai trouvé que ces formes perdaient de leur force et j'ai peu à peu opté pour des formes géométriques, des carrés dynamiques ou des rectangles.

Dans ces formes géométriques qui semblent montées, incrustées,  vid es, créant le vide apparent et le vide réel, j'ai introduit la couleur grâce à une nouvelle technique et après avoir fait des recherches multiples qui ne sont d'ailleurs pas terminées. Je me suis rendu compte que toute forme triangulaire diffuse les reflets et toute forme droite les arrête, il y a quelque chose de magique, dans cette extrême simplicité, j'espère faire passer un courant de rêve.

Mes idées me viennent spontanément, n'importe quand et n'importe où. En général, j'ai des carnets de croquis dans toute la maison et partout traînent des feuilles de projets. Au fur et à mesure, je classe ou je change certaines lignes. Je travaille souvent sur trois ou quatre projets à la fois».



2 SEPTEMBRE 1986

Le Hobby Computer Club de Belgique comporte plus de 3.000 membres mais seules 30 à 50 femmes en font partie.

4 SEPTEMBRE 1986

Les femmes de la FGFB soutenues par le Comité de Liaison des Femmes manifestent à la Place Rogier. Il s'agit de la dernière présence des femmes le jeudi. La RTBF bla-bla, bla-bla n'y a vu que du feu.

6 SEPTEMBRE 1986

Chantal Paternostre a été remise en liberté provisoire. Elle aura connu 1 an et 3 jours de détention préventive alors qu'elle protestait de son innocence et que les preuves rassemblées contre elles étaient plutôt maigres. On lui a fait subir ce qu'on appelle «la torture blanche», c'est-à-dire un régime d'isolement complet qui entraîne des séquelles psychologiques. Notre justice est bien malade!

7 SEPTEMBRE 1986

Miet Smet dans un discours adressé à Ostende à des femmes d'affaires européennes a lancé un appel en faveur de mesures de discrimination positive pour favoriser les femmes dans la recherche d'un emploi. Elle a rappelé qu'en Belgique, une femme sur quatre est chômeuse tandis qu'il n'y a qu'un chômeur masculin pour dix hommes. Cause toujours.

8 SEPTEMBRE 1986

Pour la première fois dans leur histoire, une femme Takako Doi a été élue présidente du Parti Socialiste japonais. Le parti venait d'essuyer une sévère défaite aux élections. Ceci explique peut-être cela. J'estime que chez nous on peut espérer voir élire une femme comme présidente du PS vers l'année 2045 sauf peut-être défaite électorale cuisante.

10 SEPTEMBRE 1986

Jacques Testart, le père de la FIVETE lance un cri d'alarme «Je n'irai pas plus loin!». Il s'en explique dans un livre «L'œuf transparent» (Flammarion). Après bien des féministes, il a découvert les dangers de l'eugénisme.

12 SEPTEMBRE 1986

Les religieuses qui en 1984 avaient signé un placard publicitaire dans le New York Times dans lequel elles réclamaient le droit à une opinion dissidente en matière d'avortement sont menacées de mesures disciplinaires si elles ne consentent pas à retirer leur signature.

13 SEPTEMBRE 1986

Lucia Chase, fondatrice de l'American Ballet Theatre s'est éteinte à New York à l'âge de 89 ans.



Le Front des femmes socialistes flamandes constitué par les quatre branches de l'action commune socialiste a tenu à Anvers une journée de protestation contre les mesures qui visent les femmes dans le plan de Val Duchesse.

14 SEPTEMBRE 1986

La rencontre de deux femmes Premier ministre est chose exceptionnelle. Maggy Thatcher a rendu visite à son homologue Gro Harlem Brundtland en Norvège. Dans ce pays généralement paisible, 1.500 manifestants exprimèrent un mécontentement non pas sexiste mais dirigé contre la politique britannique vis-à-vis de l'environnement et l'Afrique du Sud.

18 SEPTEMBRE 1986

Les «Folles de la place de Mai» ont tenu une conférence de presse à Bruxelles où elles s'élèvent contre la manière dont se déroulent les procès contre ceux, qui ont fait disparaître 30.000 victimes en Argentine. Elles réclament justice. Elles veulent qu'on identifie les tortionnaires, les médecins complices et les gros propriétaires qui ont mis leurs domaines à la disposition des tortionnaires.

22 SEPTEMBRE 1986

Le Morgen sort avec force détails la sombre histoire du notaire X d'Anvers. Il y a deux ans déjà, je l'avais repérée dans le Standaard mais elle m'avait paru tellement énorme que j'avais renoncé à la rapporter dans Chronique Féministe.

Tout démarre le 26 septembre quand la femme du notaire se réfugie chez ses parents avec ses deux fils Jan et Wuin âgés de 6 et 3 ans. Il s'en suit un divorce où la mère reçoit la garde des enfants et le père un droit de visite. Puis vont se succéder les procès parce que la mère va porter plainte car, dit-elle, le père abuse sexuellement des enfants. Très vite le tribunal retire la garde à la mère pour la donner au père. Les enfants seront interrogés par des inspecteurs de police auxquels ils décriront les mauvais traitements que leur père leur fait subir. Toutefois ils se rétracteront. Ils seront examinés par des psychiatres éminents. Certains se déclareront persuadés de la véracité des faits, d'autres diront que les descriptions sont inspirées par la mère. On invoquera les relations du notaire avec l'extrême droite.

Bref, aujourd'hui le notaire a toujours la garde des enfants mais la mère a été acquittée d'une plainte en diffamation. A Anvers un comité Jan et Wuin s'est créé qui manifeste chaque semaine devant le Palais de justice. L'affaire est allée tellement loin que la Cour de Cassation envisage de la retirer à la juridiction d'Anvers dont l'impartialité est mise en cause.

Inutile de dire que le notaire nie et se débat comme un diable dans un bémolier, lance des menaces tous azimuts. Cette affaire est troublante et il faut être prudent quand un dossier repose essentiellement sur le témoignage d'enfants aussi jeunes. Mais ce qui est assurément encore plus troublant sinon scandaleux ou criminel c'est, dans le doute, d'attribuer la garde des enfants à un père aussi suspect.

29 SEPTEMBRE 1986

Le parti écologiste allemand «die Grünen» a tenu son congrès à Nuremberg. Il a accordé un droit de veto aux déléguées femmes pour toutes les questions «femmes».

30 SEPTEMBRE 1986

De son côté le Labour a tenu son congrès à Blackpool. Contre l'avis des dirigeants, la base a voté en faveur d'un ministère de la femme qui serait représenté au niveau du cabinet.

30 SEPTEMBRE 1986

Le Comité de Liaison des Femmes avait finalement obtenu une entrevue de Robert Stéphane, administrateur général de la RTBF. Il voulait y présenter les doléances des femmes concernant à la fois les discriminations au sujet de l'emploi à la RTBF, l'absence des femmes dans l'information et la dominance des programmes qui ne les intéressent pas. Ce jour-là donc, les femmes les plus représentatives de la communauté francophone s'étaient réunies, toutes pimpantes pour harmoniser leur laïus quand elles apprirent que Robert Stéphane avec une désinvolture toute masculine ne pouvait pas les recevoir ce jour-là. On a appris, par la suite, qu'il recevait Michèle Morgan. Le Comité de Liaison écrit donc une nouvelle gentille petite lettre au méchant petit garçon facétieux en lui demandant un nouveau rendez-vous.

3 OCTOBRE 1986

Ce qui se passe aux Etats-Unis me fait frémir. Il s'est trouvé à présent un tribunal, celui de San Diego, pour poursuivre une femme Pamela Rae Stewart dont l'enfant mort-né présentait des traces d'amphétamines. Le tribunal estime que la responsabilité légale de la mère est évidente dans le décès de l'enfant. Voilà un joli précédent qui nous prépare des grossesses joyeuses où on finira par tout surveiller et tout nous interdire. Les femmes seront toujours coupables de la naissance d'un enfant mort-né, parce qu'il y aura toujours moyen de dénicher une «imprudence».

8 OCTOBRE 1986

Voici dans quels termes Jean Wéra dans la Dernière Heure se permet de critiquer un film de femmes. J'en parle car il reste une étude à faire: la critique par des hommes de films de femmes est un phénomène étonnant. Jamais ils ne se permettraient de «descendre» le pire navet masculin avec autant de hargne qu'un film de femme même honnête. Titre: GOLDEN EIGHTIES: NULLITE MUSICALE.

«Après une dizaine de films totalement hermétiques, très prisés par une poignée de malades, Chantal Akerman a eu l'idée de tourner une comédie

musicale». Je n'ai pas vu le film mais j'ai interrogé des gens qui l'ont vu. Sans crier au chef d'œuvre, ils l'ont trouvé plaisant. C'était déjà à la suite de critiques calamiteuses que j'étais allée voir CAMORRA de Liliane Wertmüller dont le sujet ne m'intéressait pas réellement. Je me suis plutôt amusée: un suspense bien foutu, une histoire tonifiante pour les femmes et de très belles vues de Naples.

10 OCTOBRE 1986

Jean C. De Saint Trond s'est vu condamné à trois mois de prison et 6.000 frs d'amende pour outrage à sa femme et à la police. Ce personnage qui vivait séparé de son épouse avait développé un moyen pour le moins original afin d'obtenir un divorce aux torts de son épouse. Un soir il rencontra un ami ivre mort auquel il proposa de le loger pour cuver sa boisson. Mais encore en possession de la clef de l'appartement de sa femme, c'est là qu'il l'amena et le coucha. Puis il se précipita à la police pour dénoncer le soi-disant adultère. Malheureusement pour lui, entretemps son ami avait repris ses esprits et constaté la méprise.

21ème Chambre du Tribunal Correctionnel de Bruxelles: une gynécologue Anne Catherine Pécher, inculpée pour un avortement sur une jeune femme de 17 ans, demande à comparaître devant une Cour d'Assises et renonce à bénéficier des circonstances atténuantes. Elle considère que le procès est inéquitable puisqu'elle est victime de poursuites sélectives. Décision le 12 novembre.

10 OCTOBRE 1986

Le docteur Renaat Denolf du centre CEVO qui avait été condamné en septembre 1985 à trois mois de prison avec sursis pour avoir pratiqué des avortements a comparu une nouvelle fois devant une Chambre flamande pour deux autres dossiers d'avortement. Son avocat plaide les erreurs de procédure.

11 OCTOBRE 1986

Un nouveau produit a été lancé sur le marché le DISCRETEST (1.850 FB pour 7 tests). Il permet de prévoir l'ovulation.

L'ovulation est précédée d'une hausse importante de la concentration d'une hormone, la lutéine et le Discretest permet d'en déceler la présence dans les urines. Avantage de la méthode: quand le test est positif, l'ovulation est certaine endéans les 24 heures et indique à la fois le moment de se mettre au boulot pour ceux qui désirent un enfant en évitant l'appauvrissement du sperme consécutif à des essais répétés pendant la période hypothétique de fécondité, et le moment de s'abstenir pour ceux qui n'en veulent pas. Inconvénient: le temps très court de la hausse de concentration de lutéine. Un test positif est absolument fiable. Un test négatif, attention!

12 OCTOBRE 1986

Aux Etats-Unis, un groupe d'homos (H/F) a annoncé son intention de racheter une ville minière abandonnée du Nevada pour la transformer en une communauté Gay.

13 OCTOBRE 1986

La BBC a licencié une journaliste sud-africaine blanche, Sarah Crowe. Son crime: avoir chanté un hymne nationaliste noir lors d'une cérémonie organisée par les syndicats sud-africains en hommage à 177 mineurs tués dans un incendie de la mine d'or de Kinross.

13 OCTOBRE 1986

L'ONE qui avant la communautarisation s'appelait Office National de l'Enfance et maintenant Oeuvre de la Naissance et de l'Enfance subit non seulement les contre-coups financiers consécutifs à cette scission mais est de plus en plus menacé par les économies de Val Duchesse. Un représentant du Front commun syndical exprime parfaitement notre sentiment devant cette atteinte à la santé des mères et des enfants: «Est-il pensable qu'un gouvernement social-chrétien-libéral qui prétend promouvoir la politique familiale et la natalité provoque, par des mesures budgétaires, le démantèlement de l'organisme le plus ancien et le mieux structuré d'Europe en matière d'aide à l'enfance comme l'ONE?»

135 membres du personnel, c'est-à-dire 135 femmes, sont

menacées de perdre leur emploi sur un total de 1.150 personnes. 18.000 familles ne pourront plus être assistées. 1.560 gardiennes qui travaillent sous la surveillance de l'ONE ne pourront plus être inspectées.

Des femmes de l'ONE avaient déjà manifesté en juin pour marquer leur opposition au plan de restructuration. A présent une campagne d'envoi de cartes postales «Halte au démantèlement» a été lancée mais on peut craindre que ce ne soit pas là le mode d'action susceptible d'émouvoir un gouvernement dont la seule ambition est de se maintenir en place par tous les moyens et non de gérer convenablement la chose publique.

14 OCTOBRE 1986

Le Conseil national des femmes belges semble émerger petit à petit d'une longue léthargie. Il a établi un rapport d'évaluation de l'application et de la mise en œuvre de la convention des Nations-Unies sur l'élimination des discriminations à l'égard des femmes, convention ratifiée par la Belgique après Nairobi en 1985. Le résultat est dévastateur. Le nombre d'articles bafoués se compte par dizaines. Que devons-nous faire pour contraindre nos gouvernements à simplement respecter leur propre légalité?

15 OCTOBRE 1986

Une femme a été gratifiée d'un demi prix Nobel de médecine, Rita Levi-Montalcini d'origine italienne; c'est en 1952 qu'elle constate que certaines tumeurs dégagent une substance qui induit la croissance nerveuse. L'année suivante l'autre demi prix Nobel, Stanley Cohen la rejoint et ils parviennent à isoler trois ans plus tard le facteur de croissance de cellules nerveuses (NGF-nerve-growth factor). L'institut suédois considère que la découverte du NGF dans les nerfs autorise les plus grands espoirs, notamment dans le traitement de nerfs endommagés du système nerveux central.

Rita Levi-Montalcini est âgée de 77 ans et est toujours attachée au laboratoire de biologie cellulaire de Rome.

16 OCTOBRE 1986

Nicole Gerckens, du pays de Herve vient d'être nommée agent technique de première classe des Eaux et Forêts. Elle devient aussi la première garde forestière de Wallonie, ce qui me permet d'employer ce féminin pour la première fois.

16 OCTOBRE 1986

Ça y est j'ai le truc pour sensibiliser au féminisme. Je l'ai trouvé dans une interview accordée au Morgen par le duo britannique Tracey Thorn et Ben Watt.

Question: «Avez-vous jamais eu l'illusion de pouvoir faire changer des gens d'idées grâce au texte d'une chanson?»

Watt: «Il y a toujours de l'espoir».

Tracey Thorn: On a toujours la consolation d'exprimer des idées que les gens ont à l'état latent. Je reçois des lettres de jeunes filles qui disent: je n'avais jamais vraiment pensé au féminisme avant mais après avoir écouté le disque, j'ai senti que j'étais touchée».

16 OCTOBRE 1986

A Palma de Majorque s'est tenu le premier Congrès européen organisé par des féministes et consacré aux nouvelles maternités. La majorité des féministes a rejeté les nouvelles technologies en matière de maternité, d'abord parce qu'elles n'offrent pas de solutions aux vrais problèmes des femmes ensuite parce qu'elles freinent les recherches des causes véritables de stérilité chez un certain nombre de femmes. Ces méthodes renforcent l'oppression des femmes.

Elles attirent l'attention sur la contradiction remarquable entre la politique pro-nataliste des pays riches et les campagnes de stérilisations massives organisées par ces mêmes pays riches dans les pays du Tiers-Monde.

17 OCTOBRE 1986

C'était couru! En Espagne la dépénalisation partielle de l'avortement, en application depuis le 3 août 1985 n'a rien résolu, bien au contraire, les procès contre les femmes et les médecins se multiplient. Selon

le Soir, 230 femmes ont pu avorter légalement, 70.000 ont fait appel aux cliniques semi-clandestines et 30.000 sont parties à l'étranger. Certains propriétaires de cliniques ont fait fortune sur le dos des femmes. Toute législation minimaliste est pire que l'interdiction totale et les féministes espagnoles expliquent qu'avorter légalement en Espagne constitue une véritable course d'obstacles. L'exemple de l'Espagne doit nous rendre attentives au problème en Belgique. Les femmes ne peuvent compter que sur elles-mêmes. Imposer des maternités non désirées aux femmes reste pour les hommes un pouvoir trop important pour qu'ils y renoncent facilement, quel que soit le parti auquel ils appartiennent.

24 OCTOBRE 1986

La secrétaire d'Etat à l'émancipation Miel Smet a pris contact avec les différents départements de services publics pour y proposer l'introduction d'actions positives grâce auxquelles des femmes pourraient accéder prioritairement à des promotions ou des emplois dans ces secteurs.

Seule la RTT dirigée par Paula D'Hondt a répondu à son appel. Un bureau de l'émancipation a été créé à la RTT afin de promouvoir cette politique. Paula D'Hondt en a profité pour déclarer: «Vous pouvez constater aussi qu'il est bon que des femmes se trouvent dans le gouvernement et au pouvoir».

Il me semble pour ma part, que c'est une bien faible compensation à tout ce que ce gouvernement arrache aux femmes et qui se chiffre par milliards et que nos Secrétaires d'Etat féminines ont entériné en choisissant une solidarité non point avec les femmes spoliées mais avec un gouvernement macho et réactionnaire.

Dans Le Monde du 25 OCTOBRE 1986

Sous la plume d'Alain Lebaube je ne résiste pas au désir de reprendre une phrase très caractéristique de la manière de mener les affaires publiques aujourd'hui. Sujet de l'article: «La signature de l'accord sur les licenciements» «... Quand un compromis difficile est trouvé, le temps accordé à la réflexion accroît le risque du refus et du désaveu de la délégation...». Autrement dit: attention, réflexion = danger.

Toujours dans Le Monde du 29 OCTOBRE 1986

Une publicité concernant «La princesse de Clèves» de Madame de la Fayette. «La première édition ne porte pas de nom d'auteur. C'est dire que les langues allèrent bon train. On attribua le roman à Segrais et à La Rochefoucault et, peut-être, participèrent-ils à sa rédaction. Mais rien ne le prouve». Mais ce qui est prouvé c'est qu'il est toujours bon de jeter la suspicion sur une œuvre de femme, surtout quand elle est appréciée.

31 OCTOBRE 1986

Le Vatican invite les homosexuels à vivre la chasteté et à supporter souffrances et difficultés dans un esprit de sacrifice. Il a adressé une lettre aux 2.500 évêques du monde entier pour confirmer la doctrine catholique traditionnelle condamnant l'homosexualité. Sainte Hétérosexualité, priez pour nous, amen.

2 NOVEMBRE 1986

Marion Sparg, Sud-africaine de 28 ans, est la première femme blanche accusée d'appartenir à la branche armée de l'ANC. Elle a reconnu avoir déposé des mines et lancé plusieurs attaques aux cocktails Molotov. Elle a été déclarée coupable de terrorisme et de trahison par la Cour suprême de Johannesburg.

3 NOVEMBRE 1986

En URSS, aucune loi n'interdit la prostitution puisqu'elle est impensable en régime socialiste. Et pourtant... Le journal «Komsomolskaya Pravda» a publié un article qui relate les succès de la police moscovite pour contrer... la prostitution dans les cafés, restaurants et hôtels célèbres. Le problème lui semble plus sérieux qu'il ne l'avait imaginé. Quelle perspicacité!

4 NOVEMBRE 1986

Des femmes continuent à camper devant la base aérienne de Greenham Common. Avec une centaine de pacifistes elles ont attiré un convoi militaire de camions lance-fusées dans une

embuscade. Il a fallu plus d'une heure aux militaires américains et aux policiers britanniques pour le dégager. Les manifestantes ont prouvé ainsi la vulnérabilité des transports de missiles.

6 NOVEMBRE 1986

Des féministes flamandes ont offert une annonce publicitaire au journal «De Morgen» menacé de faillite.

«Parce que le féminisme doit être présent Même si le DM a bien des fois failli sur ce plan

Mais quel autre journal dans le pays

A-t-il consacré une place au front des femmes»

Signé Anja, Berta, Charlotte, Doris, Erika et les autres.

7 NOVEMBRE 1986

A San Francisco un chirurgien Dr. Michael Harrison est un mordu de la recherche et de la performance. Mais les valeurs humaines ne semblent pas avoir beaucoup de signification pour lui. Un de ses sports favoris consiste, semble-t-il, à opérer des fœtus sortis de la matrice de la mère. Trois fœtus sont ainsi passés par les mains de ce Docteur Folamour. Le premier petit opéré survécut jusqu'à la naissance. Le deuxième subit une intervention à la vessie. Il naquit normalement et on termina l'opération à l'âge d'un an. Mais le médecin a constaté que ses reins étaient défectueux et qu'il ne pouvait survivre que si on lui transplantait des reins.

Mais quand donc va-t-on cesser de nous présenter comme des progrès sensationnels les interventions démentes de cerveaux malades?

7 NOVEMBRE 1986

Selon Yvonne Rousseau, vers 1930-35 les statistiques signalaient 80 % de femmes totalement ou partiellement frigides.

8 NOVEMBRE 1986

Le Conseil national des Femmes belges a tenu à l'Hôtel de Ville de Bruxelles une journée d'étude à l'occasion de l'Année Internationale de la Paix sur le thème «Femmes et Paix: quels choix? Quelles actions?».

9 NOVEMBRE 1986

Sandra Wasserman et Ann Devries ont remporté la Coupe du Monde de tennis (scolaires) à Tokyo.

10 NOVEMBRE 1986

A Hambourg, plus de 10 % des électeurs ont voté pour les Verts contre 6,8 % en 1982. La liste des Verts était composée exclusivement de femmes.

11 NOVEMBRE 1986

A un dîner entre copines: X: «Il y a toutes sortes de jeux de l'Oie, le jeu de l'Oie de l'Emploi, le jeu de l'Oie de l'environnement. Pourquoi pas le jeu de l'Oie du féminisme?» Fanny: Ah non! On se retrouverait toujours à la case départ!

En Hollande, au cours d'un débat sur le même sujet des parlementaires libéraux posèrent à poil sur les bancs de la Chambre. La pensée de ne plus pouvoir pincer impunément les fesses de leur secrétaire les affola vraiment. Les petits vieux masculins des CVP-Jongeren y sont aussi allés de leur petit couplet. D'abord disent-ils, la brochure est sexiste. Ils lui reprochent de mener surtout une action dirigée contre l'attitude sexuelle déplacée de collègues masculins envers des jeunes secrétaires niaises sans tenir compte des malheureux collègues pris au piège par leur collègues masculins et féminins. Par ce communiqué les CVP-Jongeren espèrent ainsi avoir ramené le débat au niveau qu'il mérite.

11 NOVEMBRE 1986

Journée des femmes. L'Association, rue Blanche 29, a marqué la journée par la célébration du 10^e anniversaire du «Collectif pour femmes battues» dont l'activité n'a malheureusement en rien diminué. Les autres groupes de la maison, Femmes et Politique, Changeons les livres scolaires, les Ateliers du GRIF, Femmes-Contacts-Avenir ont participé à l'animation.

La Commission interfédérale des femmes du PS avait choisi d'en faire une journée de deuil vu l'absence d'une solution législative satisfaisante pour le problème de l'avortement.

La journée des femmes flamandes s'est déroulée dans les halles de Courtrai. 32 groupes y ont participé dont le seul groupe chrétien «Vrouw en Maatschappij». Si les femmes de l'ACV (CSC flamande) n'avaient pas obtenu l'autorisation de participer à la journée, elles avaient cependant envoyé une délégation de soutien et se proposent de contacter le VOK pour l'an prochain. La KAV (pendant de Vie féminine) aurait la même intention. La journée était axée sur le travail «Espérer un travail, travailler avec espoir». Miet Smet, la secrétaire d'Etat à l'émancipation des femmes a eu le courage d'affronter un public qu'elle savait très critique à son égard. Anne-Sophie Van Neste, présidente du VOK a exprimé sans faiblesse la déception des femmes. «Combien de femmes devront encore être éjectées du marché du travail avant de pouvoir proclamer le 11 novembre journée des anciennes combattantes? La solution ne viendra pas de la nomination de femmes conciliatrices-sociales à l'ONEM ou du fait qu'elles ne devront plus mesurer 1,68 m pour entrer à l'armée.

Après Val Duchesse une journée des femmes est plus nécessaire que jamais». Maryke Colle des femmes socialistes, s'adressant à Miet Smet «Je ne comprends pas que vous n'ayez pas démissionné (après Val Duchesse)».

Miet Smet a tâché de défendre ses maigres réalisations. Elle a accepté certaines critiques concernant les cohabitantes et les pensions mais pas celles concernant l'article 143. Voilà bien une incompréhension incompréhensible!

12 NOVEMBRE 1986

La 21^e Chambre du Tribunal correctionnel de Bruxelles a refusé les Assises, qu'elle réclamait, à Anne Pécher et l'a condamnée à deux mois de prison avec sursis pour avortement d'une gamine de 17 ans.

13 NOVEMBRE 1986

Vous vous souvenez de Jeanneke, Christien et Orfa, trois femmes de Louvain qui firent un mois de prison préventive pour avoir chaulé des slogans antimilitaristes sur les murs précieux de l'Alma Mater et de la RTT, faits qu'elles avaient toujours niés et pour lesquels le Tribunal correctionnel de

Louvain les avait condamnées à trois mois de prison avec sursis des 2/3. En appel, le Tribunal de Bruxelles a estimé ces peines trop sévères et il a condamné Jeanneke et Orfa à un mois de prison avec sursis et Christien à un mois ferme. De plus elles devront payer chacune 18.000 frs d'amende et les frais de justice. Mais de quelle justice s'agit-il? Les expertises chimiques de peinture n'ont pas été concluantes. Liliane Versluys, leur avocate eut cette réflexion «Même si mes clientes sont coupables, ce qu'elles nient, tant de jours sans liberté pour si peu de mots, faut-il que certaines paroles fassent peur».

Un appel est lancé pour aider les trois femmes financièrement sur le compte 001-1554064-06 avec la mention: «Vrouwensolidariteit».

14 NOVEMBRE 1986

Leona Marshall Libby est décédée à Los Angeles, USA, à l'âge de 67 ans.

C'est la seule femme à avoir contribué à la confection de la bombe atomique pendant la guerre. Cela ne lui a posé aucun cas de conscience puisqu'elle affirmait «La bombe a été affreuse mais elle a épargné bien des vies humaines» manifestant ainsi bien peu d'esprit critique vis-à-vis des versions officielles.

15-16 NOVEMBRE 1986

Le CVP a tenu un congrès idéologique. La loi du père a entièrement prévalu: Niet à l'avortement malgré les positions plus avancées des femmes du parti regroupées dans «Vrouw en Maatschappij». La présidente de cette organisation est Juliette De Schrijver-Sioen (belle-fille du ministre d'Etat August De Schrijver) qui se dit féministe. Le CVP est le parti en Belgique qui envoie le plus de femmes au Parlement mais voici ce qu'elle en dit dans une interview: «Une femme doit encore toujours prouver davantage sa compétence que son concurrent masculin. Les femmes ne sont pas favorisées. La politique est un très dur combat. Il n'y a pas de cadeau. Dans mon arrondissement on dit tout haut: «donnez-nous des candidates-femmes. Mais nous imposons trois conditions: elles doivent être à la fois belles, jeunes et intelligentes». Si on exigeait ces trois critères pour les hommes, plus aucun parti ne serait capable de rentrer des listes».

18 NOVEMBRE 1986

George Besse, le patron de Renault s'est fait descendre par deux femmes d'Action Directe. Je me suis souvent interrogée sur la présence importante de femmes dans les mouvements violents comme la RAF ou les Brigades Rouges et leur engagement suicidaire et désespéré. Ne s'agirait-il pas de la réponse violente à des institutions sourdes, manipulatrices et non démocratiques dont la réponse douce serait représentée par l'attitude «apolitique» des jeunes d'aujourd'hui qui eux aussi refusent tout dialogue avec les gouvernants.

24 NOVEMBRE 1986

Le gouvernement, dans le plan de Val Duchesse, voulait nous faire boulonner jusqu'à 65 ans. Economies qu'il avait dit! Un groupe de travail du Conseil national du Travail a calculé au contraire que malgré des rentrées supplémentaires à la sécurité sociale provenant de l'allongement du temps de travail, le budget y perdrait. Comme quoi, à s'acharner contre les femmes, parfois on se gourde.

25 NOVEMBRE 1986

L'Organisation mondiale de la santé estime à 200.000 le nombre de femmes qui meurent des suites d'un avortement clandestin, surtout dans le Tiers-Monde. A mettre en relation avec la sauvette suivante.

26 NOVEMBRE 1986

La Cité (28.11.86) a osé! Le titre ahurissant: «Jean-Paul II pour la libération de la femme». Avec un tel allié les femmes se retrouvent bientôt entre quatre murs entourées d'une multitude d'adorables marmots glapissants. «Ces propos font, au moins indirectement écho à la revendication du «salaire familial» ou, à tout le moins, d'une rétribution de la femme au foyer» dit la Libre Belgique qui a parfaitement saisi les intentions du Pape. Mais ces propos ne font ni directement ni indirectement écho à la revendication féministe du partage du travail ménager. Les mères, ça existe mais les pères semblent parfaitement absents. Normal pour le Saint Père direz-vous!

27 NOVEMBRE 1986

Madame Moreau, juge au Tribunal correctionnel de Namur a accordé à une femme seule, victime d'un accident de la circulation, des indemnités non

seulement pour la perte due à l'arrêt de son activité professionnelle mais aussi pour les jours d'incapacité dans la tenue de son ménage.

28 NOVEMBRE 1986

60 prévenus au procès d'avortement de Gand: des médecins et des paramédicaux du Collectif contraception de Gand et des patientes et leurs conjoints. La salle beaucoup trop petite n'a pas permis réellement la publicité des débats puisque la foule venue assister nombreuse n'a pu entrer. Cette première audience fut simplement un débat de procédure. La prochaine audience a été remise.

29 NOVEMBRE 1986

L'irangate grandit et embellit chaque jour. La grosse baudruche creuse, ignarde et réactionnaire se dégonfle comme un bibendum crevé. Mais qui donc est la main qui a toujours tiré les ficelles de ce président tellement irrésistible?

Vous l'avez deviné: sa femme Nancy Reagan. Ronald, un homme sous influence.

30 NOVEMBRE 1986

Un groupe de militantes féministes a procédé à Barcelone à un avortement en présence de la presse en vue de provoquer une amélioration de la loi débilé votée par un gouvernement socialiste. Des médecins arrêtés pour avortement et qui avaient entamé une grève de la faim, l'ont suspendue car il semble de plus en plus probable que le gouvernement va voter encore avant la fin de l'année un décret autorisant l'interruption de grossesse pour cause sociale ou psychologique.

1 DECEMBRE 1986

Renée Van Mechelen a reçu le prix Marie Popelin (Fondatrice du Conseil National des Femmes en 1905) de l'émancipation, créé par le Conseil National des femmes flamandes il y a cinq ans.

Renée Van Mechelen est fondatrice et animatrice du centre de documentation Rosa (Rol en Samenleving).

2 DECEMBRE 1986

«Journée internationale de l'abolition de l'esclavage». Le Mouvement du Nid avait organisé une rencontre. Monsieur Fernand-Laurent rapporteur à l'ONU pour les questions esclavagistes et prostitutionnelles ne mâche pas ses mots dans une interview à la Cité: «La prostitution ne doit pas être reconnue professionnellement, elle doit être abolie... Je veux parler de ces 52 millions d'enfants qui travaillent ou qui se prostituent dans le monde, de ces millions de femmes vendues et exploitées sexuellement... la prostitution est un fait social à domination masculine...»

Toute action politique devient impossible à cause d'une opinion publique indifférente voire favorable à la prostitution: «C'est le plus vieux métier du monde», «cela empêche le viol».

3 DECEMBRE 1986

A jugement imbécile, conséquences tragiques. En Grande-Bretagne une Cour d'appel avait estimé que les médecins ne pouvaient émettre d'avis ou des traitements en rapport avec la contraception à des mineures âgées de moins de 16 ans si les parents n'étaient pas au courant. Il en résulta l'année suivante une augmentation notable de naissances chez des gamines qui avaient moins de 16 ans. Ce jugement fut heureusement cassé par une autre Cour et on observa une chute des naissances.

Une certaine Madame Gillick dont la plainte avait été à l'origine de ces jugements avait tablé sur la certitude que l'interdiction des contraceptifs inciterait les filles à s'abstenir de faire l'amour.

4 DECEMBRE 1986

En Afrique du Sud il se trouve tout de même quelques blancs pour s'élever contre le régime et ses exactions. Des mères blanches se sont adressées à Peter Botha pour exiger la libération d'enfants noirs emprisonnés. Leur nombre est estimé de 1.300 à 1.800 jeunes en dessous de 18 ans. Le gouvernement a reconnu l'emprisonnement de 256 jeunes de moins de 16 ans. «L'Afrique du Sud blanche est plus préoccupée par le sort des animaux domestiques que par celui d'enfants emprisonnés».

5 DECEMBRE 1986

La reine Fabiola a assisté à l'ouverture du colloque de l'Association des Femmes au foyer et de son homologue flamand. Deux ministres, un pour chaque communauté, Rika Steyaert et Edouard Pouillet ont exposé toutes les mesures favorables à la famille prises par Martens VI. Il ne s'agissait évidemment pas d'un public de femmes travailleuses mariées. Pas à dire mais on les dorlotte, les femmes au foyer!

6 DECEMBRE 1986

Cadeau de Saint-Nicolas pour la femme du notaire d'Anvers. Madame De Wit, juge de la jeunesse a décidé qu'elle ne pourrait plus voir ses enfants tant qu'elle ne se sera pas soumise à un examen psychiatrique. Les enfants restent à la garde de leur père auquel il est recommandé également de se soumettre à un tel examen. Curieux, curieux n'est-il pas. Cette décision est provisoire. Une décision définitive sera prise après le mois de février. La mère a immédiatement interjeté appel.

7 DECEMBRE 1986

Vous savez sûrement que Miet Smet a publié une petite brochure consacrée au harcèlement sexuel au travail «Sex collègue?, ex-collègue» basée sur une étude scientifique de l'UCL et de la KUL.

Les hommes de son parti (CVP) n'ont pas vraiment apprécié. Paul Tout (CVP) lui a même posé une question parlementaire à ce sujet, sur le ton badin pour un problème insignifiant. «Le secrétaire d'Etat mène actuellement une campagne pour la prévention du harcèlement sexuel sur les lieux de travail.

Certains membres de la Chambre ont reçu une documentation sur ce sujet, d'autres pas. Dois-je en déduire que le secrétaire d'Etat ne s'est adressé qu'aux groupes à risques? Je déduis des slogans utilisés que de l'avis du secrétaire d'Etat le harcèlement sexuel sur les lieux de travail doit pouvoir mener au licenciement. Cela ne compromet-il pas le principe de la stabilité de l'emploi des fonctionnaires?». Miet Smet qui n'est pas tombée sur sa langue a répondu: «J'espère que les membres de la Chambre manifesteront le même intérêt pour les autres aspects de la politique d'émancipation que pour ce problème».

25 OCTOBRE 1986

Les femmes socialistes des quatre branches de l'action commune socialiste (parti, FGTE, mutualités et coopératives) ont tenu un grand meeting au Palais des Congrès de Liège. Il s'agissait de stigmatiser le plan de Val Duchesse et son impact sur les femmes et protester contre le gouvernement Martens-Gol. Un millier de femmes dociles et attentives ont écouté dans un silence recueilli la bonne parole apportée par les femmes placées au sommet de leurs organisations. Qui étaient-elles: l'ex-sénatrice Marguerite Remy qui dans son discours plus que traditionnel n'a pas manqué de remercier tous les bonzes du parti qui avaient condescendu à consacrer qui, deux heures, qui une heure, qui une demi-heure de leur précieux temps pour écouter ce que les «bonnes femmes» avaient à dire. Seules les femmes en poste assistaient entièrement à la réunion. Ensuite Gisèle Caprasse, Marie-Thérèse Martin, Claudine Vause, Anne-Marie Lizin, Marcelle Hoens, Raymonde Dury développèrent tous les griefs des femmes et si nous avons été intéressées par le discours d'Anne-Marie Lizin, les autres sont restées cantonnées dans les versions classiques. Un point extrêmement positif cependant, l'insistance mise sur le fait que Val Duchesse débouche non seulement sur un appauvrissement des femmes mais aussi sur un modèle de société particulièrement domageable et le danger que représente l'illusion du sauvetage individuel. Une chorale populaire d'amateurs se produisait entre les discours. J'ai toujours eu un faible pour les amateurs mais le choix des morceaux exécutés m'a parfois semblé extrêmement loufoque. Il s'agissait principalement de chants de lutte du GAM et de Mystère Bufo qui ne sont pas tous dépourvus de sexisme.

Des chants socialistes peut-être mais sûrement pas de femmes sauf une seule.

Les femmes présentes ont sûrement été convaincues de la nocivité du plan de Val Duchesse mais elles sont drôlement restées sur leur faim par l'absence de propositions de luttes... à part l'exhortation à bien voter aux futures élections sociales de 1987. La lutte par les urnes n'est pas précisément mobilisatrice. Il n'y a même pas eu un appel pour diffuser le plus largement possible les catastrophes qui pendent au nez des femmes.

Une autre question se pose d'ailleurs. Un meeting de mille femmes, on peut se dire que ce n'est pas mal et pourtant j'ai eu la fâcheuse impression qu'un nombre important de ces femmes dépendaient d'une manière ou d'une autre du mouvement socialiste, soit comme employées rémunérées, soit comme CST, TCT, etc... Cette capacité des socialistes (et le problème se pose également pour les mouvements chrétiens) de mobiliser des femmes dépendantes les incite à ne pas procéder à des mobilisations à la base qui réclament évidemment des efforts beaucoup plus considérables mais permettraient une sensibilisation bien plus profonde. Au JT2, on a évoqué la Journée et aussi celle des femmes PSC qui avaient préféré mettre l'accent sur l'accession des femmes au monde politique. Elles obtiendront probablement ce qu'ont déjà acquis les femmes CVP, des places dans les comités du parti et les listes électorales en fonction d'un quota. Elles semblent ainsi avoir tiré toutes les leçons des femmes CVP sur le thème «comment devenir secrétaire d'Etat tout en trahissant l'ensemble des femmes en votant en faveur de Val Duchesse». Le journaliste de service était Alain de Stree. Et il avait un invité ou plutôt une invitée. Son nom m'a échappé mais il s'agit d'une personne qui représente les esthéticiennes de Belgique. Ces dames devaient tenir leur congrès deux jours plus tard et Alain de Stree avait estimé que cet événement primordial méritait l'attention de la Belgique toute entière. Le Comité de Liaison des femmes n'a pas droit à autant de publicité! Je n'ai rien contre les esthéticiennes mais j'ai tout de même été scandalisée de voir notre journaliste s'adresser à une personne tellement marquée par sa profession pour lui demander son avis sur les deux congrès de femmes qu'on venait de présenter et voici à peu près ce que ça a donné:

Alain de Stree: Que pensez-vous de toutes ces revendications? Vous semblent-elles fondées?».

L'esthéticienne: Non (se reprenant) Oui, certaines revendications sont fondées mais ce qui est important c'est que les femmes restent des femmes».

Qu'on ne vienne pas me dire que tout cela est normal. Les médias nous gâtent.

E.R.

Trop de femmes au chômage

Dans un document (février 1986) d'une grande désinvolture, le Comité de Direction de la FEB (Fédération des Entreprises de Belgique) s'en prend aux allocations de chômage des femmes qu'il trouve trop élevées. Pour réduire celles-ci, il propose indirectement (à travers des comparaisons non fondées avec la situation dans d'autres pays) de renvoyer les chômeurs de longue durée, majoritairement des femmes, au régime de l'assistance publique (c'est-à-dire avec attribution d'un minime après enquête sur les ressources familiales) tandis que le reste des chômeurs continuerait à bénéficier de la sécurité sociale (allocation de chômage sans enquête sur les ressources).

TROP DE FEMMES EN CHOMAGE?

Le document de la FEB traduit une mentalité «discriminatoire» telle qu'elle est définie par les directives de la CEE sur l'égalité de traitement des hommes et des femmes (notamment en sécurité sociale) puisqu'il prétend verser dans un régime différent des chômeurs dont il sait que la grande majorité sont des femmes (1).

Mais venons-en au raisonnement sur lequel repose l'argumentation de la FEB: le trop grand nombre de femmes en chômage. Pourquoi y a-t-il tant de femmes au chômage, ou surtout pourquoi les patrons font-ils les étonnés, alors qu'eux-mêmes sont les premiers responsables de cette situation?

En effet, dès le début de la crise, ils ont choisi (en Belgique surtout) de licencier prioritairement les travailleuses provoquant d'ailleurs ainsi une hausse du salaire moyen ce dont ils se mordent aujourd'hui les doigts. Mais ce sont les travailleurs qui en font les frais. Prenons l'exemple du textile. Au début de la crise, les femmes représentaient 44 % du personnel occupé dans ce secteur. Au milieu de 1976, elles représentaient 70 % du personnel mis en chômage. Il s'agit donc d'une mise en chômage sélective. Celle-ci s'est produite dans la plupart des autres secteurs également (2). Cette politique patronale n'est pas inévitable. Elle n'a pas été suivie dans d'autres pays européens (3). Qui plus est, autrefois, au cours de la crise des années 30, le même patronat belge avait adopté une attitude exactement opposée et cela, à ce mo-

ment, au nom de la «rationalité économique» (4). Mais le chômage sélectif n'est qu'une première cause de la sur-représentation des femmes dans le chômage. L'accès à l'emploi lui aussi est, pour les femmes, plus défavorable. Les femmes qui se présentent sur le marché du travail ont atteint, en moyenne, un niveau de formation supérieur à celui des hommes (5) et malgré cela, on continue à engager moins volontiers des femmes, ce qui contribue à gonfler, pour elles particulièrement, le taux de chômage.

D'autre part, les mesures de résorption du chômage s'appliquent aux travailleurs et aux travailleuses dans une proportion qui n'est pas équivalente à celle de leur répartition dans le chômage. Ainsi pour ne prendre qu'un exemple, celui du stage des jeunes, en 1983 les femmes étaient bénéficiaires de 44,3 % des stages (temps plein) alors qu'elles formaient 58,5 % des chômeurs (CCI) de moins de 25 ans. Si on sait que plus de 33 % des «stages» se terminent par un engagement définitif, on comprend que cette seule mesure contribue à gonfler la part des femmes dans le chômage.

On pourrait même élargir la réflexion: en Belgique c'est presque toute la politique de l'emploi qui se fait au détriment des femmes, alors que cette politique est alimentée par leurs impôts aussi bien que par ceux des hommes. Ainsi, soulevons un coin du voile, celui de l'aide de l'Etat aux secteurs nationaux. Cette aide est destinée à soutenir ou sauvegarder l'emploi. En 1983, elle portait sur quelque 125 milliards (6). Or, 95 % de ces 125 milliards servent à soutenir les 4 secteurs nationaux où l'emploi est presque exclusivement masculin, tandis que 6 milliards seulement (moins de 5 %) sont utilisés en faveur du secteur textile où un peu moins de 50 % de l'emploi est occupé par des travailleuses.

A l'opposé de cette politique de soutien à l'emploi, les secteurs fort féminisés (comme les services aux familles, les soins de santé) sont soumis à des restrictions imputées à l'austérité.

On pourrait continuer à analyser ainsi le caractère (directement ou indirectement) discriminatoire de la politique de l'emploi et du chômage. Quand on a procédé à l'inventaire de toutes ces mesures, on s'étonne de voir encore tant de fem-

mes trouver du travail. Il faut qu'elles fassent preuve d'une exceptionnelle volonté de travailler qui est heureusement rencontrée par l'accroissement de la part du secteur tertiaire (et «quaternaire») par rapport aux autres secteurs de l'économie.

DES ALLOCATIONS DE CHOMAGE TROP IMPORTANTES?

Mais venons-en maintenant aux prestations de chômage des travailleuses. En 1982, le montant moyen des allocations de chômage des femmes représentait 74,2 % de celui des hommes, soit un écart de près de 26 % (7). Cet écart n'a fait que s'accroître à cause de l'utilisation de la catégorie «cohabitant». Plus de 80 % des cohabitants sont des femmes mariées ou vivant en couple. Ce seul «handicap» fait perdre chaque année aux cohabitants quelque 8 à 10 milliards (à cause de l'application du forfait de 3ème période et des - 6 % dès le début) (8). En outre, chaque année plusieurs milliers de femmes sont exclues du chômage. Elles forment plus de 75 % des exclus. En 1983, elles étaient 14.023, dont 40 % exclues pour chômage «anormalement long» (art. 143). Elles représentent 95 % des exclus sur base de l'article 143 (chômage anormalement long) alors que, parmi les chômeurs de longue durée, elles ne forment que 56,6 % de ceux qui ont de 2 à 5 ans d'inactivité. Pourquoi cette inégalité de traitement?

Parce qu'une directive administrative de l'ONEM recommande aux employés de traiter par priorité les dossiers des cohabitants (on devrait dire: des chômeuses mariées ou vivant en couple). Ces exclusions font, à elles seules, perdre aux femmes près de 2 milliards l'an (9)! Et que deviennent ces exclus de la sécurité sociale? Tous ces milliards qui sont ôtés aux chômeuses, le plus souvent mariées, le sont aussi évidemment aux familles dont elles assument, avec leur conjoint, la responsabilité économique. Bel esprit de famille pour ce gouvernement qui n'a que ce mot à la bouche!

Mais tout cela ne suffit pas pour le Comité de Direction de la FEB. Il faut selon lui, faire passer les chômeurs de longue durée dans la catégorie des assistés. La différence?

C'est que si l'allocation de chômage est attribuée sans condition (si ce n'est celles liées à la solidarité) en vertu d'un droit

d'assuré social (principe de l'assurance), les prestations de l'assistance ne sont attribuées que sous condition. Quelles conditions? Faire la preuve que l'on est en état de besoin, et donc se soumettre à une enquête sur les ressources. Non seulement sur les ressources personnelles, mais sur celles de tous les membres de la famille. Ainsi si un enfant ou un conjoint vivant sous le même toit gagne sa vie, on pourrait supprimer l'allocation de l'ayant-droit. L'enquête sur les ressources n'est déjà pas très sympathique pour ceux qui actuellement dépendent des CPAS. Elle se justifie cependant étant donné que le bénéficiaire ne s'est pas dans ce cas engagé par ses cotisations et par son travail comme il le fait dans le régime de l'assurance sociale (sécurité sociale). Par contre, il est évidemment inadmissible, après avoir obligatoirement cotisé à la sécurité sociale, de voir les prestations soumises à des conditions telles que celles de l'assistance! Qui accepterait, par exemple, après avoir souscrit une assurance incendie de se voir refuser le remboursement de sa maison brûlée sous prétexte que son conjoint ou son enfant, dispose lui aussi d'une maison?

Non, ce que nous ne pourrions accepter pour les assurances commerciales du secteur privé, nous ne pouvons davantage l'admettre pour les assurances sociales. La sécurité sociale mérite au moins le même respect que la sécurité privée. Les chômeuses ne peuvent être utilisées par le Comité de Direction de la FEB comme «fer de lance» de la destruction de la Sécurité Sociale.

Hedwige PEEMANS-POULLET

- (1) Il existe une interprétation juridique de cette expression.
- (2) Voir *Revue du Travail*, juin-juillet 1977.
- (3) *Chômage des femmes dans la Communauté*, doc. COM (83) 653 final.
- (4) Hedwige Peemans-Poullet, article.
- (5) *Revue du travail*, op. cit., p. 467 et ONEM, *Rapport annuel 1983*, tableau 7.
- (6) *Bulletin de la KB*, n° 40, 1984.
- (7) ONEM, *sondage de 1982*, publié en mai 1983.
- (8) Montant très difficile à estimer. Si nos chiffres ne sont pas exacts, que l'ONEM veuille bien en fournir de plus précis.
- (9) Si on prend une allocation moyenne de 11.000 FB en 1983.

Deuxième Congrès Mondial des Prostituées,

ICPR: International Committee Prostitute Rights

Je n'y ai pas été. D'abord il s'est tenu en semaine et puis j'aurais été mal à l'aise en situation de voyeuse. Les journalistes ont eu moins de scrupules. C'est par dizaines qu'ils se sont agglutinés aux Conférences de presse. Ils n'étaient pas admis dans la salle parce que certaines femmes ne désiraient pas être identifiées. Je vais donc tenter de reconstituer l'événement à partir de la presse.

Fait remarquable, le Congrès s'est tenu au Parlement Européen. Il faut rappeler que le Parlement Européen a voté en 1986 une résolution mise au point par la Commission des Droits de la Femme, dite résolution d'ANCONA, rapporteuse de la Commission. Que disait-elle? Elle stigmatisait l'hypocrisie d'une société qui juge et sanctionne les prostituées et non pas leurs clients (alors que certaines études situent entre 60 et 90 % le nombre d'hommes qui ont au moins une fois visité les prostituées).

Elle invite les Etats membres à ne plus considérer punissable la profession et à garantir aux prostituées les mêmes droits qu'aux autres citoyens. Elle estime que des mesures doivent être prises contre ceux qui exercent une pression ou de la violence contre les prostituées ou qui contraignent des femmes à la prostitution et en soutirent un profit financier. Comme la prostitution conduit à l'exploitation des femmes, elle demande des mesures sociales et juridiques pour empêcher que des jeunes femmes soient entraînées dans la prostitution, et des punitions sévères contre ceux qui les y incitent. Elle estime, en outre, que les organisations dont la finalité consiste à prévenir les femmes de se prostituer doivent être soutenues. De plus, la résolution indiquait que pour déterminer une politique concernant la prostitution, une concertation devait avoir lieu avec les intéressées.

Les prostituées ont reçu le soutien du GRAEL (Green Alternative European Link) qui fait partie du Groupe Arc-en-Ciel Ecologiste de l'Assemblée européenne.

Deux parlementaires européens CVP ont déploré que d'aussi respectables locaux aient été placés à la disposition de personnes aussi peu respectables. Sur quoi Marijke Van Hemeldonck, également députée européenne (SP) s'est demandé si les deux députés ne

feraient pas mieux de protester quand les députés européens vont visiter les prostituées.

Les Congressistes étaient au nombre de cent quatre-vingts, venus de seize pays, dont cent vingt prostituées, des médecins et des travailleurs sociaux. Le porte-parole des femmes était Margaret Saint-James qui, depuis 1973, œuvre en vue de la reconnaissance de la profession. Certaines femmes portaient des masques extravagants, surtout pour se rendre méconnaissables; d'autres portaient un tee-shirt où on pouvait lire «Good girls go to heaven, bad girls go everywhere».

Une absence très remarquée: celle des prostituées belges. Les quatorze mille prostituées belges ont peur et, selon l'ICPR, la Belgique est un des pays les plus rétrogrades sur le plan de la prostitution. La Belgique a ratifié un traité international le 6 mai 1965 selon lequel tout le monde a le droit de se prostituer mais il est interdit d'exploiter les autres ou d'inciter à la prostitution. Cependant la Belgique n'a jamais signé les arrêtés d'exécution. Bien que la prostitution ne soit pas punissable, les prostituées peuvent être poursuivies pour incitation à la débauche et condamnées à des peines de prison et des amendes. Très logiquement, bien qu'elle ne soit pas reconnue comme profession, la pratique de la prostitution entraîne l'obligation fiscale.

Le Mouvement du Nid, la seule association d'aide aux prostituées du quartier Nord, n'a pas été autorisée à assister aux travaux parce qu'il est abolitionniste. Il est d'ailleurs hostile au Congrès et Francine Meert, Présidente du Mouvement du Nid, s'en est expliquée dans La Cité: «...Pour ma part, j'ai rencontré de nombreuses femmes travaillant dans les bars et lorsque je leur ai parlé de ce Congrès, elles m'ont dit qu'il était, selon elles, impensable de reconnaître cette activité comme une profession. Cela signifierait que ce serait inscrit sur leur carte d'identité, que leurs enfants l'apprendraient... Le fait que, lors de ce Congrès, on parle assez peu des proxénètes m'incite à penser que des proxénètes, qui sont quelquefois de grosses puissances financières et du crime, sont derrière certaines d'entre elles et, qu'une fois de plus, ces femmes seraient manipulées...».



photo Iso-Press

Le programme du Congrès était chargé. Outre une réactualisation de la «Charte mondiale des prostituées», trois thèmes étaient proposés à la discussion: les droits de l'homme, la santé et les rapports avec le féminisme. De Morgen rapporte l'avis de deux féministes.

Luciane Opdeweegh, rédactrice de Liliith: «Il existe des féministes qui luttent pour l'amélioration immédiate du sort des femmes dans différentes situations, et donc aussi celui des prostituées. D'autre part, existe une tendance plus théorique qui part du point de vue que l'activité des prostituées ne constitue pas un mode de vie féministe. Ces féministes travaillent à plus long terme et veulent modifier la situation générale des femmes». Malka Vos, du VOK: «Tout groupe de femmes qui lutte pour son indépendance et ses droits présente toujours une petite allure féministe. Mais, pour moi, la prostitution n'est pas un métier comme un autre. Le sexe, ici, est totalement séparé du reste de la personnalité et je trouve cela indigne».

Personnellement, j'ai toujours eu des difficultés avec ce problème. Certains arguments des prostituées me semblent très pertinents. Mais je suis toujours gênée par l'objectivation

du corps et la relation ambiguë au proxénète dont la violence peut fausser pas mal de déclarations de femmes terrorisées. D'ailleurs des féministes italiennes ont manifesté leur hostilité dans les locaux du Parlement. Elles ont dénoncé l'esclavage de la prostitution au nom de la dignité des femmes en proclamant «le client est un violeur».

De Morgen a également donné la parole aux prostituées: «Les féministes veulent être maîtresses de leur ventre. Elles luttent pour que les femmes puissent disposer librement de leur corps. Nous aussi». «Prostitution-esclavage? Laissez-moi rire! L'une se laisse exploiter en prêtant son dos pour traîner des paquets, une autre ses doigts pour taper à la machine. Expliquez-moi la différence?».

A la Conférence de presse, la doléance qui revenait le plus fréquemment était que les prostituées ne sont pas seulement victimes des proxénètes mais qu'elles subissent au moins autant de préjudices de la part de l'Etat.

Un journaliste qui se voulait futé lança «Combien y a-t-il de prostituées dans le monde?» et s'entendit répliquer «Combien croyez-vous qu'il y a de clients dans le monde?».

Un journaliste Irlandais, qui désirait savoir s'il y avait une représentante Irlandaise, jeta un froid. La seule femme Irlandaise qui avait participé activement au premier Congrès était morte brûlée vive dans sa maison incendiée par son soute-neur.

Autre grivoiserie de journaliste «Les femmes «travaillent-elles» pendant ce Congrès?». «Cela ne vous regarde pas, cela ne regarde que les prostituées».

Pourquoi s'adonne-t-on à la prostitution? «Pour l'argent évidement. Vous ne pensez tout de même pas que les hommes sont tellement intéressants? J'ai réalisé que je pouvais gagner en une nuit autant qu'une femme qui travaille une semaine dans un bureau. Pour nous, les plus gros problèmes, ce sont la police et l'Etat. Ce sont eux aussi qui maintiennent les proxénètes en place parce qu'ils contrôlent la prostitution et donnent du travail aux femmes. L'Etat considère cela

comme excellent. Les proxénètes ne constituent pas un problème en soi. On exagère ce problème».

La déléguée thaïlandaise marqua beaucoup moins d'enthousiasme. Elle attaqua sévèrement le sexe-tourisme dans son pays. «Des jeunes filles, encore des enfants, aboutissent dans le ghetto criminel de la prostitution et sont offertes aux touristes comme de la marchandise. L'argent qu'elles y gagnent va droit dans les poches des proxénètes. La prostitution est un délit en Thaïlande. Nous ne devons donc pas compter sur la protection des autorités. Au contraire, quand des sanctions sont distribuées, elles s'abattent toujours sur la tête des prostituées et ne frappent que rarement sinon jamais les proxénètes. Avec le sexe-tourisme, nous avons perdu notre dignité de citoyennes».

E.R.

Charte des prostituées

- Décriminaliser tous les aspects de prostitution adulte, résultant d'une décision individuelle.
- Décriminaliser la prostitution et réglementer les tiers selon les codes de commerce.
- Appliquer les lois contre la fraude, la coercition, le travail des enfants, le viol, le racisme, partout et à l'échelle internationale.
- Abolir les lois qui peuvent être interprétées et utilisées contre les prostituées en empêchant la liberté d'association, ainsi que la liberté de voyager d'un pays à l'autre.
- Garantir aux prostituées tous les Droits de l'Homme et la liberté civile.
- Il ne doit y avoir aucune loi impliquant la mise en ghetto systématique de la prostitution. Les prostituées doivent être libres de choisir leurs lieux de travail et de résidence.
- Toutes les femmes devraient être encouragées à des contrôles sanitaires réguliers en ce qui concerne les maladies sexuellement transmissibles.
- Des services s'occupant d'emplois, de conseil, d'aide juridique et de logements pour les enfants en fugue devraient être financés afin de prévenir la prostitution des enfants, d'assurer leur bien-être et leur avenir. Idem pour les prostituées qui désirent quitter le métier.
- Aucun impôt spécial ne devrait être demandé aux prostituées.
- Il faut encourager des programmes éducatifs destinés à modifier les attitudes sociales qui stigmatisent et sont discriminatoires à l'égard des prostituées et anciennes prostituées, quels que soient leur race, sexe et nationalité.

Femmes, budget de l'Etat et programmes gouvernementaux

Le 8 mars dernier nous avons timidement entamé une réflexion sur les détournements de fonds qui sont réalisés à notre détriment dans l'affectation du budget de l'Etat. Ainsi, ne prenant qu'un exemple, nous avons signalé que l'aide de l'Etat au secteur privé (ce qui tient lieu de politique de l'emploi) concerne très peu d'entreprises qui occupent des femmes. En 1983, sur, les quelque 125 milliards qui étaient octroyés aux «secteurs nationaux», un peu moins de 5 % allaient au secteur du textile qui occupe quelque 25.000 femmes (soit moins de 50 % des travailleurs de ce secteur). Ce type d'analyse doit être appliqué à l'ensemble du budget de l'Etat. En effet, tout laisse supposer que les femmes dont les revenus professionnels sont déjà nettement insuffisants se voient appauvries encore à travers la fiscalité et les transferts publics.

Nous ne sommes pas les seules à avancer dans ce sens. En effet, en Australie, l'«Office of the Status of Women» a réussi à obtenir que le gouvernement publie une ventilation des principaux budgets des départements en fonction de leur affectation aux femmes ou de leur rapport avec des programmes

gouvernementaux destinés aux femmes.

Une première esquisse a été publiée pour l'année 1984/1985. Mais un document beaucoup plus complet est publié pour le budget 1985/1986. Quelque 28 départements sont passés en revue. La ventilation n'est pas toujours simple. Qu'est-ce qui concerne directement les femmes? Mais le seul fait de poser la question permet déjà de répondre à beaucoup de points. Ne fût-ce qu'à celui du personnel occupé et à la ventilation des traitements du personnel. Pensons par exemple aux enseignants: quelle est la répartition des enseignants selon le sexe et la répartition des dépenses en traitement selon le sexe? La différence entre la part des femmes dans l'emploi et la part des femmes dans la masse salariale est une première indication sur la discrimination globale et l'appauvrissement des femmes. Mais ceci est un exemple très simple. Remarquons que la publication australienne étant une publication officielle du gouvernement, elle ne va pas jouer à la confrontation finale de ces données.

Cependant elle donne l'habitude de penser de cette manière

et fournit les premiers éléments de réponse. De plus, le fait que la plupart des départements aient été balayés par ce questionnement est aussi intéressant. Inutile de dire que la radio et la TV ont dû se mettre en état de répondre à cette grille d'analyse. Est-ce alors par hasard que dans les programmes d'éducation permanente on trouve une émission régulière sur l'égalité dans l'emploi et l'élimination de toutes les formes de discrimination, ou des programmes sur les femmes et le syndicat, sur le mouvement pacifiste des femmes, sur tous les problèmes de la vie domestique y compris la violence et l'inceste, etc...? Mais la surprise n'est pas moins grande quand on découvre que l'on peut aller jusqu'à analyser les livres qui sont achetés par la bibliothèque nationale, ce qui a d'ailleurs entraîné la décision d'investir plus dans des achats ou collections de livres et de revues de femmes...!! Ben voilà...

Comment en arrive-t-on à pouvoir exiger d'un pouvoir politique une telle action? Anne Summers, bras droit du Ministre chargé du Statut de la Femme auprès du Premier Ministre pense que les conditions en Australie ne sont pas beaucoup plus favorables que chez nous.

Certes le pays a une forte tradition féministe, mais en ce qui concerne les femmes, il n'a, lui aussi, que des structures politiques relativement fragiles. En effet, l'«Office of the Status of Women» est une commission placée auprès du Premier Ministre. Son dynamisme est donc partiellement dépendant de la personnalité du Premier Ministre. Par contre pense Anne Summers, que nous avons eu l'occasion de rencontrer l'année passée, ce qui est assez différent c'est que le Ministre de la Condition de la Femme est une féministe. Son cabinet et la Commission elle-même sont largement composés de féministes. On considère ici, en Australie, que la politique à mener pour les femmes, c'est une question qui relève du féminisme... Eh! Oui!

H.P.P.

Women's Budget Program. An Assessment of the Impact on Women of the 1985/1986 Budget. Circulated by the Honorable... Prime Minister, Australian Government Publishing Service, Canberra, 1985.

«Tiers-Monde»



J'ai lu pour vous un numéro déjà ancien de la Revue du Tiers-Monde paru en avril-juin 1985 mais qui est pourtant d'une actualité brûlante. Il s'agissait avant Nairobi de dresser un bilan des activités en faveur des femmes. Il n'est pas fameux. Dans son article **les femmes dans l'économie, de l'invisibilité à de nouveaux modes d'organisation**, la coordinatrice de tous les articles, Yvonne Mignot-Lefebvre, s'efforce, pose, entre autres cette question pertinente: «le développement ne s'est-il pas fait en ignorant les femmes, c'est-à-dire contre elles? Si j'en juge par toutes les tribulations des plans onusiens et autres, la réponse est hélas, oui. Jusqu'à 1975, c'est à peine si l'on fait mention des femmes dans les rapports des experts et encore pour prévoir des mini-programmes qui visent leurs activités séculaires: mères-épouses. Mais une cécité totale frappe les experts quant à leur rôle déterminant de productrices économiques, quant à la dégradation de leurs conditions matérielles. En 1975, une émergence de cette problématique s'est faite sous la pression de groupes, d'ailleurs extérieurs aux grandes machines internationales, tels les ONG, tels les mouvements féministes des Etats-Unis et d'Europe et les femmes du Tiers-Monde. Mais voilà, les experts se méfient des féministes, contestent leur démarche partisane, leur subjectivité. Sans même un instant s'interroger sur leurs propres fantasmes de l'éternel féminin qu'ils ne cessent de projeter dans leurs projets. Mais tout de même, ces malaimées ont quand même forcé la grande maison des sciences humaines et aussi celle de l'ONU qui décida la décennie 1975-1985 en faveur des femmes. Que celle-ci sur le terrain fut un affligeant échec, ne fait hélas pas de doute, mais qu'elle stimula les recherches sur l'immense contribution économique des femmes, contribution jusque là relativement occultée, est à son crédit.

En effet, paraît-il, les bureaux des spécialistes de l'économie du Tiers-Monde ploient sous les études traitant ce thème. Il serait même à la mode. Mais comme le fait remarquer Victoria Barrès, chargée par la revue de dresser une bibliographie, il faudrait au moins que ça se sache, qu'on puisse consulter cette abondante littérature en dehors de cénacles. Or ayant pris la peine de faire un petit tour des Centres spécialisés sur le Tiers-Monde de la région parisienne, elle a constaté que les rayons sur ce thème sont souvent presque vides. Manque de moyens financiers, lui dit-on, compte tenu, il est vrai, d'autres sujets jugés plus prioritaires. En outre, les traductions en Français n'en finissent pas de tarder et comme les éditeurs ne concèdent qu'un petit tirage, ces livres sont chers. En dépit de tous les barrages, depuis 10 ans, il y a une certaine visibilité du travail des femmes paysannes masqué jusque là sous les étiquettes commodes «d'aide familiale» de «femmes au foyer». Travail masqué et aussi manipulé par les statistiques. Celles du BIT qui évaluent à 31,5 % le pourcentage des femmes au travail dans les Caraïbes, celles de la FAO, qui l'estiment à 54 %.

Dans son article **10 ans d'irruption des sciences humaines dans le domaine du travail des paysannes**, Andrée Michel s'efforce de repérer certaines causes de cette invisibilité et de ces inégalités économiques si fondamentales dans le Tiers-Monde.

Pour elle, sans aucun doute, il faut chercher d'abord du côté de l'histoire de l'Europe, dans l'histoire de la famille européenne que deux changements contribuèrent à modeler:

1) le développement de la fortune mobilière et de la classe des marchands des villes aux alentours du 15^{ème} et 16^{ème} siècles, alors qu'en régime féodal, l'indivision immobilière permettait tant aux femmes qu'aux hommes de gérer de grands domaines fonciers. Et c'est vrai que pour ma part j'ai toujours été fascinée par le portrait du changeur, sa femme à ses côtés, la femme. Longues mains crochues, regard fiévreux et cupide qui fait couler les espèces sonnantes et trébuchantes, comme on dit. Ce qui tinte ainsi sur la table est le produit et le moyen de l'escroquerie: la mainmise sur la monnaie qu'il est si simple dorénavant de cacher, multiplier, d'investir sans qu'elle soit en me-

sure d'exercer un contrôle, d'exiger une gestion commune pour un travail commun. C'est faire d'elle, et d'une pierre deux coups, une femme dépendante, une femme en aide, domestique mais à plein temps, invisible dans l'arrière boutique.

2) Le deuxième événement indissociable du premier fut l'avènement de l'Etat qui, dit Andrée Michel, «comprit très vite l'intérêt d'un modèle familial où le mari étant le chef, une hiérarchie sociale s'établissait dans la famille entre les générations et les sexes, qui fournissait un modèle à la hiérarchie de l'Etat sur le citoyen». Au fil des siècles cette escroquerie fit du chemin dans la tête du législateur qui se couronna lui-même avec le modèle des modèles: le code Napoléon de 1805 qui frappa les femmes de plein fouet au visage: leur double incapacité monétaire et mentale. Vrai, très vrai, tout cela. Mais me direz-vous, n'avez-vous pas perdu de vue que vous parlez des femmes du Tiers-Monde? Que dans une dissertation, votre prof mettrait une note en marge: hors du sujet?

Non, car laissez-moi continuer. Andrée Michel ajoute que par le biais de la colonisation, ces maux furent exportés. Et pour elle, c'est l'introduction du capitalisme qui a favorisé la dégradation «du statut économique des paysannes du Tiers-Monde». Le statut des femmes n'est donc pas indépendant des rapports sociaux de production, eux-mêmes liés aux modes de production. L'histoire de l'introduction du modèle familial occidental, dans les pays du Tiers-Monde ayant subi la colonisation européenne dans le passé ou soumis aujourd'hui à la prégnance de ce modèle, révèle que sa généralisation aux sociétés du Tiers-Monde ne fut pas l'effet du hasard mais la conséquence de pratiques volontaires aussi bien des premiers colonisateurs que des Etats nationaux et aujourd'hui des sociétés multinationales. Clair? Avant que ne vous me colliez la mention insuffisante hors du sujet, laissez-moi plaider mon cas. Quand j'avais lu la première mouture de mon article au comité de lecture, je défendais cette thèse, elle me convenait bien. Et je pense qu'à certains égards, elle est encore partiellement exacte. Mais on m'a fait remarquer tant de choses justes qu'elles m'intimèrent de réfléchir plus avant. Ainsi, il est évident que la colonisation a eu d'innombrables effets délétères mais peut-on lui imputer

tout? Comme d'avoir été l'artisan principal déterminant des inégalités entre hommes et femmes dans les pays conquis? Ce qui laisserait supposer, en fin de compte, que les colonisateurs sont tombés à bras raccourcis sur des territoires où ne vivaient que des sociétés égalitaires. Toutes également égalitaires. Hypothèse absurde, infirmée par l'ethnologue qui, au contraire dégage le constat de la disparité des types de sociétés, des plus dures, celles qui ne cessent de renforcer la virilité masculine et protéger l'homme de l'influence féminine, d'autres plus douces, plus conviviales à cet égard. Que le capitalisme ait habilement joué de ces différences pour imposer un modèle économique universel qui lui convenait est une évidence, et que ce modèle préjudiciable à toutes les populations ait encore accru l'infériorité économique des femmes, en est une autre. Mais Andrée Michel pourrait-elle soutenir l'idée que l'excision et autres pratiques de mutilations sexuelles sont imputables au capitalisme colonisateur? Il y a dans son analyse, comme un relent de cette attitude eurocentriste si souvent dénoncée.

Il n'en reste pas moins vrai «qu'à l'extorsion de plus value, effectuée principalement à partir de la production marchande des hommes du Tiers-Monde, s'ajoute, dans le secteur non marchand une extorsion sur le travail (temps de travail) par le capital aux dépens des femmes paysannes».

Mais dès lors puisque le problème est à présent «su», connu, comment réagissent les grandes institutions internationales? Tiens, l'Unesco et c'est le thème d'un article d'Isabelle Deblé: **l'aide multilatérale et son impact sur les femmes.**



Que dès sa création, l'Unesco accumule les données concernant l'analphabétisme, ventilées selon les sexes, est indéniable. Tous les chiffres sont là, s'accumulant dans les rapports d'experts. Pas d'ignorance. Mais que de grandes difficultés dans les passages à l'acte qui dans ces grands machins-là s'appellent **plans**. Et des plans on en fait autour de l'axe prioritaire: la promotion de l'éducation, de l'alphabétisation qui sera par exemple comme le dit la conférence des ministres de l'Éducation de Téhéran en 1965, «liée au développement économique, mise en œuvre prioritairement dans des lieux de production agricole et industrielle». Autant dire que cette campagne touche peu voire pas du tout les femmes qui n'occupent guère dans ces pays d'emplois définis et salariés alors qu'elles travaillent beaucoup. Bon passons à un autre plan. Après Mexico, 1975, la petite tornade de la Conférence Mondiale de l'Année Internationale de la Femme, l'Unesco met au point un programme dit de Plan 1977-1982, 44 objectifs, dont 2 qui concernent spécifiquement les femmes et vagues encore: «condition de la femme», «participation de la femme au développement». Passe encore puisqu'on peut admettre même sans conviction que l'ensemble touche tout le monde. Mais la formulation du 1er paragraphe du chapitre I laisse rêveur. «Promotion des droits de l'homme: sans discrimination aucune, de couleur, de sexe, de langue, de religion». Et Isabelle Deblé de s'écrier: «les populations de couleur seraient donc asexuées». En ajoutant: «Des errements de ce type sont fréquents dans les documents de l'Organisation, le sexe étant considéré comme une variable ou bien constituant un groupe particulier». Maladresse qui en dit long sur cette cécité.

Une lueur d'espoir, le nouveau plan de 1982. Il semble adopter une approche nouvelle, puisqu'il tente de réinsérer la «dimension féminine» dans les problèmes de sous-développement. Mais attention aux pièges surtout les plus subtils. Une phrase du chapitre d'introduction est quelque peu lourde, je dirais, lourde quelque peu de menaces: «il est clair que c'est aux femmes elles-mêmes qu'il revient de définir les problèmes qui sont **leurs**, d'identifier les solutions qui apparaissent les plus pertinentes et de participer efficacement à leur mise en œuvre». En d'autres termes, Mesdames



du Tiers-Monde à vous de jouer, de démontrer votre fiabilité, votre efficacité dans la définition et la résolution de vos problèmes étant bien entendu que ce sont les vôtres, seulement les vôtres...

Et la CEE? J'en sais un peu plus sur le petit train train des experts grâce à Penelope Roberts **«Les femmes et les programmes de développement rural»**.

Un document de 1982 fait état de la reconnaissance par la Commission du rôle des femmes dans le développement. Et au Kenya, elle finança en partie des programmes globaux dont parfois les femmes bénéficièrent. Ainsi un projet qui alda certaines d'entre elles à produire et à commercialiser des paniers pour le marché touristique. Par contre dans Le Courrier de 1984, des experts de la CEE signalent, non sans sévérité, l'échec de programmes de production de cacao et de café au Libéria. Manque de motivation des exploitants. Contraintes de la main-d'œuvre au niveau familial. Et, ajoutent-ils solennellement: «le petit exploitant n'est pas préparé à adopter la production de cultures de rente». Ils proposaient dès lors d'introduire le riz irrigué «pour permettre aux paysans (asexués) de passer moins de temps sur les productions alimentaires et plus de

temps au développement des cultures de rentes». Mais il se fit que des agronomes qui passaient non loin de là constatèrent que «les femmes cultivent le riz sur les hautes terres et tendent à s'opposer à ce que le temps de travail soit principalement affecté à la production de rente». Objectifs de programmes qui non seulement négligent les objectifs des femmes mais qui y sont fondamentalement opposés.

Mais sur le terrain, que se passe-t-il? La deuxième partie du numéro est un recueil de témoignages qui décrivent des expériences en cours... Et on ne peut que se réjouir que des paysannes africaines aient mené à bien et de leurs propres mains, la construction d'un barrage, en dépit du scepticisme des experts, que de puissantes associations de femmes indiennes gèrent leurs propres banques pour casser le monopole masculin du crédit. Et personnellement j'aimerais savoir ce que deviennent les teinturières de Kinshasa qui ont créé, avec une animatrice française, une petite entreprise qui marche bien.

Mais je ne puis m'empêcher d'éprouver un malaise qui me vient de la disproportion tragique entre les besoins non satisfaits et la modestie des projets. Modestie des projets, modestie des budgets car enfin lorsque l'ONU décide une dé-

cennie, elle concède parcimonieusement 17 millions de francs français pour financer un total de 300 projets. Pour les femmes, c'est toujours trop. Vous me rétorquerez que cette gêne, elle nous vient aussi de la situation globale, de ce fossé sans cesse approfondi entre Nord et Sud. Sans doute mais, comme le dit si bien notre slogan de Val Duchesse «pour les femmes c'est encore pire».

Les obstacles qu'affrontent les femmes du Tiers-Monde sont surmultipliés, démultipliés. En voulez-vous un dernier exemple? Le voici. C'est le mouvement coopératif. Un des plus beaux fleurons, chez nous, des luttes ouvrières du 19ème siècle. Exporté au Tiers-Monde, comment se porte-il? Pas bien, merci. Dans un rapport du BIT datant de 1980, on dit que les femmes sont partout dans les coopératives, mais **invisibles**: le volume de leur travail n'est pas comptabilisé dans les statistiques nationales et internationales, leurs rémunérations quand elles en ont une, sont toujours inférieures à celles des hommes pour des travaux similaires. Le plus souvent exclues de toutes les tractations commerciales et le comble, même quand la coopérative est strictement féminine. Sous prétexte de leur analphabétisme. Il convient de souligner que pour la première fois en Amérique Latine au Nicaragua, le gouvernement sandiniste a instauré une législation vraiment progressiste. Dorénavant, ce ne sont plus les «chefs de famille» masculins qui règnent sur les coopératives. Les femmes y participent avec les mêmes droits, les mêmes responsabilités, les mêmes salaires. Or voici qu'on constate à l'intérieur des coopératives une étrange instabilité de la main-d'œuvre. Qui s'en va? Des hommes principalement. Pour quelles raisons? «Inimitiés personnelles, inadaptation au travail collectif».

Pour terminer une petite lueur d'espoir: il paraît que les banques du Tiers-Monde ont changé d'avis. Après avoir manifesté plus que des réticences à l'octroi du crédit à des coopératives de femmes, elles ont à présent un petit faible pour les femmes. Plus fiables, celles-ci investissent intelligemment et remboursent scrupuleusement leurs dettes. Tandis qu'avec les hommes on n'est jamais sûr que le profit ne passe pas aussi dans l'achat de bicyclettes et de transistors...

Sexe Idéologie Islam

fatima mernissi sexe idéologie islam



tierce.

Quand l'intelligence se nourrit d'érudition et d'impertinence, elle est décidément irrésistible. Voilà un préambule qui convient à Fatima Mernissi, «la dame toujours souriante» de chez Polac. Et je ne pourrais assez vous conseiller de lire son livre, car, mine de rien, elle sape tous les soubassements de l'intégrisme musulman. Une réserve tout de même: ce livre édité en Anglais en 1971 ne fut traduit qu'en 1983; aussi je me demande si la deuxième partie où elle examine la situation dramatique de la jeune marocaine, est encore tout à fait en prise sur les réalités actuelles. On ose espérer que non. Sans plus. Quant au très large chapitre premier, historique, il est irréfutable. Et on y apprend beaucoup. Rappelons-nous d'abord que l'Islam est la petite dernière des religions monothéistes: le 7ème siècle, ce n'est pas vieux. Aussi dispose-t-on d'innombrables sources historiques très sûres à propos de ce qui existait avant le raz de marée islamique. On connaît tout de la vie de son fringant chef historique Mahomet, on con-

naît tout aussi de l'affligeant devenir des femmes qu'il instaura. Or que constate Fatima Mernissi? La cécité, une fois de plus des historiens arabes contemporains, qui soit «oublient» soit traitent avec sélectivité, l'abondante documentation dont ils disposent à propos des pratiques sexuelles pré-islamiques. Il a fallu qu'une femme étrangère, Gertrude Stern, et dès 1939, s'en occupe (*Marriage in early Islam*). Avec une grande minutie, celle-ci décrit «une constellation d'unions» et avec d'innombrables preuves à l'appui, elle démontre qu'il n'y avait pas de modèle de mariage dominant. «L'aspect le plus frappant», dit-elle, «était en général l'instabilité des liens matrimoniaux et l'absence de tout système de procédure juridique». En outre, elle souligne un «détail» soigneusement passé sous silence depuis, à savoir la nature uxori-locale des mariages certains mêmes matrilineaires.

Fait établi dans la généalogie même de Mahomet... que les

femmes préislamiques, bénéficiaient d'une extrême indépendance de mouvement, de choix, est l'évidence même pour Gertrude Stern et Fatima Mernissi. Les exemples abondent même en puisant dans des épisodes de la vie du grand homme

Ainsi une jeune fille d'une grande famille, Leila, très amoureuse de lui, fut gentiment dissuadée par les siens. En la contraignant? Pas du tout, en arguant que le prophète, ayant déjà contracté la déplorable habitude de la polygamie, lui imposerait un mode de vie incompatible avec son tempérament «fier». Elle en convient. Ainsi encore Mahomet, par trois fois, contracta un mariage sans que celui-ci fût consommé (je me demande si sa réputation de virilité, qui hante l'imaginaire et les fantasmes des hommes marocains, n'est pas quelque peu surfaite).

Or, savez-vous qui dans les trois cas prononça la formule de répudiation? La femme. Et chaque fois, Mahomet cachait son visage dans sa manche et quittait précipitamment la couche nuptiale.

Survivances d'une époque plus heureuse de mobilité et d'indépendance. D'ailleurs que le rouleau compresseur islamique ait rencontré beaucoup de résistances, aucun historien n'ose le nier. Rebellions individuelles et collectives. Incidents historiques tel ce mouvement de femmes qui fêtèrent la mort du prophète en 632 dans la joie. Il est vrai que l'histoire islamique officielle a classé cette effervescence féminine sous l'appellation de «l'affaire des prostituées d'Hadramaut». Bon, soit. Mais toujours alors vient à l'esprit la question lancinante: comment se fait-il que les femmes furent définitivement vaincues, défaites? Je vous avouerai que les réponses de Fatima, ne me convainquent pas davantage que celles de Borneman dans son livre «Le Patriarcat». Elles se ressemblent d'ailleurs par le même schéma: c'est toujours à la faveur de crises socio-économiques que les hommes font leur putsch. Ainsi, dit-elle, l'Islam a bénéficié d'un climat de désintégration du système tribal par la montée d'une économie marchande. C'est le mercantilisme et les motivations individualistes qui érodèrent le système des allégeances classiques. Femmes et enfants en firent les frais puis-

qu'il n'existait aucune institution leur donnant droit à un héritage. A cela s'ajoutent certains désastres «militaires» qui décimèrent la population masculine et ainsi dans un trait de génie (deux coups de force) Mahomet fit d'une pierre deux coups: il institua officiellement la polygamie pour accorder protection aux innombrables veuves et orphelins et en même temps remplaça l'ancienne allégeance basée sur la parenté par une nouvelle, l'Umma: concept abstrait, une communion dans la même croyance, religion. Dorénavant grâce à l'Umma tous les croyants se sentent unis, solidaires dans leur soumission à Allah. Dorénavant les femmes à présent démunies vont être impitoyablement contrôlées dans leur sexualité, tandis que les hommes galvanisés par l'Umma vont se sentir invincibles...

Plausible tout ça. Mais qui vous laisse sur votre faim... Ce qui est clair c'est qu'il fallut de grandes injections idéologiques pour justifier par la nature et la volonté d'Allah confondues, le coup de force. Parmi ceux qui s'en chargèrent, Fatima cite abondamment un certain Iman Ghasali (1050-1111) qui détaille toutes les façons dont l'Islam usa pour intégrer l'instinct sexuel dans l'ordre social et le placer manu militari au service de Dieu.

Très freudien, ce Ghazali, qui assimile les instincts sexuels à une énergie indifférenciée, la libido. «C'est l'utilisation qui est faite des instincts et non les instincts eux-mêmes, qui profite ou nuit à l'ordre social. Il faut donc canaliser tout ça dans la bonne direction qui est l'ordre musulman. Pour éviter fitna.

L'Islam a une peur bleue de ce mot-là. Il veut dire désordre, chaos... et aussi belle femme. De pair. Aussi pour Ghazali, la civilisation est un effort visant à contenir le pouvoir dévorant, destructeur des femmes. Sans un contrôle strict, elles détournent les hommes de leurs devoirs sociaux et religieux. Pourquoi prête-t-il aux femmes ce pouvoir? Parce qu'il accorde à la femme l'expression incontestée de la sexualité phallique à savoir l'éjaculation lente mais continue. La différence entre les sexes se trouve réduite à une simple différence de rythme d'éjaculation beaucoup plus lent chez la femme que chez l'homme. La sexualité féminine, est éminemment active, surabondante, intarissable.

Comme il en a une si haute opinion mêlée de crainte et de respect, il n'a de cesse de jouer auprès des hommes, les conseillers conjugaux: ne vous jetez pas sur votre femme comme le font les bêtes. Non, baisers, caresses et douces paroles. De longs préambules précipitateurs. Sinon fitna, la femme démoniaque qui érode la volonté de l'homme, amoindri de fait par une sexualité laborieuse et tâcheronne. Vous vous doutez de ce qu'il advient. Fatima note finement qu'il y eut là dans l'œuf, la genèse d'une formidable contradiction qui a historiquement névrosé la gent masculine musulmane: d'une part, l'affirmation d'une sexualité fanfaronne, d'autre part, le refoulé d'une sexualité qui, dans le rapport de force avec les femmes, se vit petite, trop petite, pas assez, etc... qu'il en résulta de cette contradiction-là une fureur misogynique effroyable, n'a rien pour vous étonner. Ainsi ces vers d'un doux poète du 16ème siècle Sidi Abderahman El Mejdoub si appréciés qu'ils sont proverbes d'aujourd'hui.

«Les femmes sont un vaisseau en bois et celui qui s'y aventure est condamné à la destruction». «Le poisson a besoin d'eau pour nager. Elles au contraire savent nager même en l'absence d'eau».

«Les intrigues des femmes sont si puissantes que ma fuite ne s'arrête jamais. Elles se ceignent de couleuvres et se parent de scorpions». Voie tracée par le petit homme, Mahomet, rappelez-vous, celui qui se cachait le visage dans son manchon quand des femmes (trois) le répudiaient. Prophète, il dit: «quand la femme s'approche de vous, c'est Satan qui est en train de s'approcher de vous». Fatima a peut-être trop tendance à attribuer cette férocité à la spécificité de la culture musulmane. Or voici ce que dit George Duby l'illustre médiéviste de la société féodale, la nôtre: «il y a peu de communication entre hommes et femmes qui vivent dans des univers séparés. La cité médiévale évoque à cet égard le monde islamique actuel. La femme représente une menace contre l'ordre établi. Son corps par nature corrompible doit faire l'objet d'une surveillance de tous les instants. L'esprit patriarcal se donne libre cours. Ici, les femmes n'ont pas la parole, tout ce que l'on sait sur elles vient des hommes, c'est tant pis pour l'historien qui veut faire correctement son travail».

Bien sûr, il n'en reste pas moins vrai que cette cassure imposée par l'Islam n'en finit pas de survivre dans le monde islamique contemporain. Et qu'elle déboussole une société prise dans les rêts de ses contradictions entre les exigences modernes d'ordre économique, la montée du nombre des femmes qui travaillent, et le traditionalisme. Ce manque de cohérence entre le réel et les idées, Fatima l'appelle l'anomie reprenant ainsi le terme durkheimien -qui ne désigne pas l'absence de normes mais plutôt la confusion des normes-. Et il en est bien ainsi dans la distribution de l'espace de la «sexualité territoriale». La rue est masculine. Le féminin n'y est toléré que vieux chapeiron accompagnant une jeune voilée. C'est la règle. Ce qui est réglementé est licite. Au-delà,

tout est imprévisible. Il en résulte que la marge de manœuvre des femmes qui sortent faire leurs courses, partent au bureau, est bien étroite.

L'interaction d'un homme et d'une femme, si brève soit-elle étant illicite, puisque non prévue, elle se fait dans une improvisation le plus souvent douloureuse ou agressive. Puisque les frontières anciennes se trouvent menacées, chacun lui-même se sent en état de danger. Du danger de transgresser l'Al-Hudud concept central du Coran qui veut dire: limites. Au-delà de Al-Hudud, c'est la désobéissance donc fitna. Anomie aussi dans l'espace intime. Les jeunes Marocaines ne cessent de se plaindre, de se révolter contre l'appauvrissement de la relation hétérosexuelle imposée par le Coran. Il faut savoir

que l'acte sexuel étant «polluant», rites et incantations doivent créer une distance affective dans la relation réduite à sa plus simple expression mécanique. Les époux doivent prendre le soin de tourner leur couche dans une direction autre que la Mecque. Enfin au moment crucial, l'amant musulman n'oublie pas de prononcer intérieurement et sans remuer ces paroles-ci: «Louanges à Dieu qui créa l'homme d'une gouttelette d'eau».

J'aurais bien encore à vous dire de ce livre mais je vous laisse au plaisir de la découverte. J'en ai déjà peut-être un peu trop dit. A lire en tout cas yeux et oreilles écarquillés!

F. HECQ



«Vom Geburtenrückgang zur Neuen Mütterlichkeit»

(De la Dénatalité à la Nouvelle Maternité)

Elisabeth Beck-Gernsheim: *«Vom Geburtenrückgang zur Neuen Mütterlichkeit»* (De la Dénatalité à la Nouvelle Maternité), Fischer Taschenbuch Verlag, Francfort/Main 1984.

La «Chronique Féministe» a publié récemment un dossier sur les Nouvelles Maternités, c'est-à-dire les maternités provoquées par de nouvelles techniques biologiques et médicales, comme les «bébés éprouvettes» et les «mères porteuses». Dans le livre dont question ici, le terme «Neue Mütterlichkeit» -nouvelle maternité ou nouvel amour maternel- se rapporte par contre à une évolution sociologique, surtout en RFA et dans les pays occidentaux en général: les jeunes femmes conscientes des possibilités que «l'égalité des chances» leur offre dans tous les domaines, ne désirent plus des maternités presque automatiques au début de leur vie adulte. Elles veulent jouir de cette expérience à l'âge mûr, en connaissance des tenants et aboutissants, ayant eu le temps de la préparer à fond. Doit-on voir dans ces tendances la raison profonde de la baisse de la natalité en RFA, phénomène qui, pour les Allemands, a toujours été un épouvantail particulièrement horripilant? Les autorités de la RFA semblent le croire, car dans un rapport à l'inten-

tion du «Deutscher Bundestag» -le parlement allemand- on peut lire:

«Si l'on pouvait prouver que l'augmentation de l'activité professionnelle des femmes mariées, pendant la période où elles sont le plus aptes à avoir des enfants, mène à une baisse de la natalité mettant en question le maintien du nombre de la population, l'Etat aurait une justification légitime à prendre des mesures contre cette évolution».

Dans son livre qui porte le sous-titre significatif: «Des intérêts privés et politiques portés à l'enfant», Elisabeth Beck-Gernsheim montre par contre que les causes ne sont pas aussi simples car aussi les femmes sans activité professionnelle, «satisfaites de leur rôle en tant que mère de famille», ont tendance à avoir moins d'enfants que dans le passé, ce qui met le doigt sur toute une évolution sociologique. Il est faux d'en accuser les changements intervenus dans la structure familiale, c'est-à-dire la disparition de la grande famille à plusieurs générations, dans laquelle la mère occupait une position centrale: au 19ème siècle, cet idéal n'était réalisé que dans la grande bourgeoisie et dans la noblesse (où on avait du personnel de maison en suf-

fisance); dans la classe ouvrière, les conditions de vie étaient telles que femmes et enfants devaient collaborer à gagner misérablement le pain quotidien. De plus, un grand nombre d'enfants mouraient en bas âge, les autres étaient souvent donnés en nourrice et/ou placés en service dès leur douze ou quatorze ans. Ce n'est que dans la famille à peu d'enfants qu'on peut entourer chacun d'eux des soins nécessaires du point de vue affectif, de l'hygiène, éducatif, etc, pour leur assurer un avenir promis au succès.

Elisabeth Beck-Gernsheim discute aussi les risques d'une maternité différée. Elle admet que du point de vue purement médical, les risques d'une première grossesse à l'âge de 30 ans et plus augmentent, mais: «une femme de 35 ans des classes moyennes, avec une bonne formation, une bonne alimentation, une bonne santé et une surveillance médicale optimale, a de meilleures perspectives d'une grossesse et d'un accouchement sans problèmes qu'une femme de 20 ans de la classe ouvrière qui est obèse, qui a une tension artérielle trop élevée et qui reste sans surveillance médicale, parce qu'elle n'a pas l'occasion de se présenter à la consultation prénatale dans une clinique fort éloignée».

L'auteur ajoute qu'il existe d'autres risques que ceux qui sont purement médicaux: «N'y a-t-il pas un risque, si la formation professionnelle doit être interrompue à cause d'un enfant, qu'il ne sera pas possible de se constituer une carrière, que la vie de la femme au foyer est ainsi programmée d'avance? Que la mère ne peut plus faire face à toutes ses obligations, se réveille brusquement à 22 ans et considère sa vie comme ratée? Mais les médecins n'en parlent pas».

Les mères tardives par contre ont eu plus de temps de faire des expériences dans toutes sortes de domaines, et elles considèrent la maternité comme une nouvelle expérience importante et nécessaire. Il est vrai que les hommes aussi doivent alors accepter de nouvelles responsabilités en accord avec les belles paroles de l'écrivain autrichien Robert Musil, paroles avec lesquelles Elisabeth Beck-Gernsheim termine son livre:

«Ce qu'on appelle la femme nouvelle, est un être assez compliqué; elle consiste au moins d'une nouvelle femme, d'un nouvel homme, d'un nouvel enfant et d'une nouvelle société».

Annie KESTELYN

Les femmes inventeurs existent

Farag MOUSSA, 1986, 224 p.

Farag Moussa, d'origine Egyptienne, est fonctionnaire international à l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle à Genève, une bonne base pour avoir accès auprès de tous les organismes qui s'occupent des brevets dans le monde.

Reconnaissons-lui le mérite de s'être intéressé aux femmes et d'avoir déterré leurs inventions, car là comme ailleurs, là surtout peut-être, les femmes disparaissent, noyées dans la multitude, occultées derrière des directeurs d'équipes ou délibérément écartées. Moyennant quoi nous avons droit à un fatras d'inventions féminines, dont beaucoup ne sont que de petits «trucs» sans intérêt. Tout de même, quelques personnalités émergent qui ont réussi à s'imposer dans leur domaine -

des techniques qui n'ont généralement rien de féminin au départ- ou, et c'est encore plus rare, ont pu conquérir par elles-mêmes un marché (Méilita et ses filtres à café).

L'intérêt majeur du livre, mais c'est la partie la plus courte, c'est de montrer que les femmes qui inventent existent et s'organisent dans de nombreux pays pour se soutenir entre elles et faire émerger leurs contributions. Où croyez-vous que cela ait débuté? Aux Etats-Unis, à la fin du siècle dernier, où une certaine Charlotte Smith a réussi à faire établir la liste de tous les brevets déposés par des femmes entre 1790 et 1888: il y en aurait eu deux mille quatre cents!

A commander directement à Farag Moussa, rue Bellot 3, CH. 1206, GENEVE.



Hitomi Homma (6 ans): voitures munies d'yeux et de bras pour rattraper les ballons lancés par mégarde sur la route.

La bibliothèque est accessible à toutes et à tous sans condition préalable (financière ou autre).

Elle offre une large gamme de documents sur le féminisme, la condition féminine et féministe. Vous pourrez y consulter les ouvrages de références, les revues féministes d'ici et d'ailleurs, des dossiers thématiques, etc.

Elle est ouverte du lundi au vendredi de 10 h à 17 h. Le mardi de 10 h à 19 h et sur rendez-vous.

Dans chaque numéro de CHRONIQUE sont reprises toutes les nouveautés reçues en service de presse (SP) ou achetées par l'Université des Femmes (Acq).

PSYCHOLOGIE - PSYCHANALYSE - MORALE

- **Bisexualité et différence des sexes**, ouvrage collectif, Gallimard, 1973, 350 p., (Nelle Revue de Psychanalyse; 7), Acq.

- **Psychologie, intelligence artificielle et automatique**, ouvrage réalisé sous la direction de C. BONNET, J.M. HOC et G. TIBERGHEN, P. Mardaga, 1986, 325 p., (coll. Psychologie et Sciences Humaines), SP.

- **Je t'aime d'amitié**, ouvrage dirigé par Jules CHANCEL, Autrement, 1982, 242 p., (Points Actuels; 71), Acq.

SOCIOLOGIE - POLITIQUE - ECONOMIE

- **L'un est l'autre: des relations entre hommes et femmes**, Elisabeth BADINTER, éd. Odile Jacob, 1986, 361 p., Acq.

- **Le patriarcat**, Ernest BORNE-MAN, PUF, 1979, 311 p., (coll. Perspectives critiques), Acq.

- **Le temps du labeur: formation, emploi et qualification en sociologie du travail**, Mateo ALALUF, éd. de l'ULB, 1986, 339 p., (coll. Sociologie du travail et des organisations), Acq.

- **Les femmes dans la vie locale et régionale: participation égalitaire des femmes à la détermination des politiques au niveau des collectivités territoriales**, message d'Athènes, Conseil de l'Europe, 1986, 9 p., (doc. CAHFM/CPL(86)21)

- **La fonction hégémonique de l'Etat dans le processus de politisation de l'interruption volontaire de grossesse en Belgique 1970-1986**, dissertation présentée par Bérengère MARQUES-PEREIRA en faculté de sciences sociales, politiques et économiques, ULB, 1986, 2 vol. (445 p.), Acq.

- **Les femmes dans le Plan de Val Duchesse**, Cabinet du Secrétaire d'Etat à l'Emancipation Sociale, 1986, 53 p., (Informations politiques 3ème trimestre 1986)

- **Vivre... ou Survivre? Les femmes parlent du pouvoir d'achat et de l'évolution de la consommation**, publication réalisée par Jean NIZET, Michel RICHARD, et Andrée DELCOURT, Vie Ouvrière, 1986, 173 p., Acq.

FAMILLE - COUPLE - FEMMES SEULES...

- **Marâtres?**, Sylvie MOINET, Presses de la Renaissance, 1986, 297 p., Acq.

TRAVAIL PROFESSIONNEL - TRAVAIL DOMESTIQUE

- **Harcèlement sexuel sur les lieux de travail**, Commission du Travail des femmes, Ministère de l'Emploi et du Travail, 1986 ?l. 20 p., I + annexes I

- **Rapport d'activités XI-1985**, Commission du Travail des femmes, Ministère de l'Emploi et du Travail, 1985 ?l. 143 p.

- **L'action positive pour les femmes: étude préliminaire**, Andrée MICHEL, Conseil de l'Europe, 1986, 58 p., (Egalité entre les femmes et les hommes EG(86)1).

- **Qualification des ouvrières et déqualification du travail: recherche ergonomique**, Ghislaine DONIOL-SHAW, CNRS, 1985, 119 p., publication du GEDISST.

- **Formation et insertion des femmes dans les métiers de l'électronique et de l'informatique industrielle**, Ghislaine DONIOL-SHAW, CNRS, 1986, publication du GEDISST.

- **L'emploi des femmes et les actions positives: actes des journées d'étude**, organisées par la Commission du Travail des Femmes les 1er et 2 octobre 1984, Ministère de l'Emploi et du Travail, 1984, 189 p., (Cahiers de la Commission du Travail des Femmes; 7), Acq.

- **L'emploi et le travail après le plan de Val Duchesse**, INBEL, 1986, 63 p., (Faits édition spéciale n° 24), Acq.

- **Vers la mesure des activités économiques des femmes**, ouvrage publié sous la direction de Richard ANKER et Catherine HEIN, BIT, 1986, 147 p.

- **Division sexuelle du travail, famille et rapport salarial**, document publié sous la direction de Marie-Agnès BARRERE-MAUBUISSON et Annette LANGEVIN, Atelier Production Reproduction, 1986, 85 p., (Cahiers; 6).

FEMINISME

- **J'suis pas féministe mais...**, Christine ROCHE, éd. du Remue-Ménage, 1986, In.p.l., Acq.

- **Le féminisme égyptien**, Nicole SAMAIN, N. Samain éd., 1986, 169 p., SP.

RECITS DE VIE - TEMOIGNAGES

- **Hun werk, hun leven: getuigenissen uit de Gentse textielwereld 1900-1950**, catalogue de l'exposition réalisée au musée A. Vander Haeghen du 8 novembre 1980 au 18 janvier 1981, publication établie sous la direction de René DE HERDT, Museum voor Industriële Archeologie en Textiel, 1980, 228 p.

- **Adèle Dragnet, 91 ans: «J'étais une polisseuse»**, témoignage recueilli par Nicole LEVEQUE, avec la collaboration du Centre Culturel du Hainaut, Société d'Histoire Régionale de Rance, Musée du marbre, 1979, 23 p.

- **Un exil partagé**, Elena BONNER, Seuil, 1986, 321 p., SP.

DROIT

- **Allocations familiales; prestations familiales garanties**, Centre de Documentation et de Coordination Sociales, 1985, (Dossiers de l'aide sociale; 54), Acq.

- **Le régime des pensions après le plan de Val Duchesse**, INBEL, 1986, 49 p., (Faits; édition spéciale n° 22), Acq.

- **La sécurité sociale après le plan de Val Duchesse**, INBEL, 1986, 108 p., (Faits; édition spéciale n° 26), Acq.

- **Tous les enfants égaux**, CID, 1986, 27 p., (document; 56), dossier de presse.

- **La filiation: ruptures et continuité**. Actes du Colloque de Vaucresson 26, 27 et 28 juin 1985, Institut de l'Enfance et de la Famille, Centre Technique National d'Etudes et de Recherches sur les Handicaps et les Inadaptations ICTNERHII, 1986, 306 p., (Flash Informations numéro hors série), Acq.

- **Du divorce et des enfants**, publication réalisée pour l'Institut National d'Etudes Démographiques par Odile BOURGUIGNON, Jean-Louis RALLU et Irène THERY, PUF, 1985, 247 p., (Travaux et Documents; cahier n° 111), Acq.

EDUCATION

- **Sarah's letters: a case of shyness**, Bernard T. HARRISON, Institute of Education, University of London, 1986, 80 p., (Bedford Way Papers; 26), Acq.

- **Gender Class & Education**, Stephen WALKER et Len BARTON, International Publications Service, The Falmer Press, 1983, 235 p., Acq.

- **L'enseignement après le plan de Val Duchesse**, INBEL, 1986, 81 p., (Faits; édition spéciale n° 23), Acq.

- **Le sexisme caché à l'école: actes de la Journée d'Etudes organisée à Bruxelles le 22 mars 1986**, Université des Femmes, 1986, 32 p.

ETHNOLOGIE

- **Côté femmes**, catalogue de l'exposition réalisée au Musée de l'Homme au printemps 1986, Société des Amis du Musée de l'Homme, 1986, 81 p., Acq.

SCIENCES

- **Les femmes inventeurs existent: je les ai rencontrées**, Farag MOUSSA, F. Moussa éd., 1986, 223 p., SP.

SEXUALITE

- **Histoire de la répression sexuelle**, Jos VAN USSEL, R. Lafont, 1972, 348 p., Don.

- **L'expérience sexuelle des femmes**, Sheila KITZINGER, Seuil, 1986, 382 p., SP.

NOUVELLES MATERNITES

- **Le fruit de vos entrailles. Du bébé éprouvette à la guerre**

bactériologique: le trafic des fœtus, Roland GIRARD, éd. Sugar, 1985, 262 p., (coll. Crimes et arnaques de l'an 2000), *Acq.*

- **L'œuf transparent**, Jacques TESTART, Flammarion, 1986, 216 p., (coll. Champs; 157), *Acq.*

- **Les sorciers de la vie**, Marie-Ange d'ADLER et Marcel TEULADE, Gallimard, 1986, 296 p., (coll. Au vif du sujet), *Acq.*

EXPRESSION ARTISTIQUE

- **Romy**, Catherine HERMARY-VIEILLE, Olivier Orban, 1986, 255 p., *SP.*

PHILOLOGIE - LITTÉRATURE

- **Le parti pris des mots: normes et attitudes linguistiques**, Dominique LAFONTAINE, P. Mar-daga, 1986, 163 p., (coll. Psychologie et Sciences Humaines), *SP.*

- **L'Indomptable Louise Colet**, Micheline BOOD et Serge GRAND, P. Horay, 1986, 235 p., *SP.*

- **Autres femmes**, Lisa ALTHER, des femmes, 1986, 415 p., *SP.*

- **Plaisir paisibles**, Jane BOWLES, Christian Bourgois, 1986, 188 p., *SP.*

- **Deux dames sérieuses**, Jane BOWLES, ULB, 1986, 269 p., *SP.*

- **Bleu Indigo**, Anne BRAGANCE, Grasset, 1986, 248 p., *SP.*

- **Le Repos**, Elvire de BRISSAC, Grasset, 1986, 254 p., *SP.*

- **Dramma per la musica**, Muriel CERF, Albin Michel, 1986, 378 p., *SP.*

- **Théâtre: Portrait de Dora; La prise de l'école de Madhubai**, Hélène CIXOUS, des femmes, 1986, 104 + 102 p., *SP.*

- **Toi que j'attendais**, Jane LAURE, Les Lettres Libres, 1986, 41 p., *SP.*

- **Le complexe d'Icare**, Erica JONG, France Loisirs, 1977, 416 p., *Don.*

- **L'agresseur**, Francine COCKENPOT, Seuil, 1986, 90 p., *SP.*

- **Aracoeli**, Elsa MORANTE, Gallimard, 1986, 499 p., (coll. Folio; 1736), *SP.*

- **Frères de sang**, Clarisse NICOLDSKI, Flammarion, 225 p.,

- **George Sand, ou Ces dames voyagent**, Thérèse PLANTIER, Atelier de Création Libertaire, 1986, 93 p., *SP.*

- **Je n'ai aimé que vous**, Marie-France PISIER, Grasset, 1986, 247 p., *SP.*

- **Les carnets de Judith Steiner**, Dominique SILA, Belfond, 1986, 251 p., *SP.*

- **L'ardeur et la galanterie**, Patrick WALD-LASOWSKI, Gallimard, 1986, 150 p., (Les essais CCXXX), *SP.*

HISTOIRE

- **Vapeurs de femmes: essai historique sur quelques fantasmes médicaux et philosophiques**, Jocelyne LIVI, Navarin éd., 1984, 199 p., (coll. du Studiolo), *SP.*

- **Histoire des larmes, XVIII-XIX^e siècles**, Anne VINCENT-BUFFAULT, Rivages, 1986, 259 p., (coll. Histoire), *SP.*

BIOGRAPHIES

- **Sables: le roman de la vie d'Isabelle Eberhardt**, Marie-Odile DELACOUR et Jean-René HULEU, éd. Liana Levi, 1986, 306 p., *SP.*

- **Rosa Luxemburg aujourd'hui**, textes réunis et présentés par Claudi WEILL et Gilbert BADIA, Presses Universitaires de Vincennes, 1986, 144 p., *SP.*

- **Pauline Borghèse née Bonaparte**, Antonio SPINOSA, Talandier, 1986, 293 p., *SP.*

- **La Grande Mademoiselle**, Christian BOYER, Albin Michel, 1986, 318 p., *SP.*

- **Les grandes rencontres amoureuses**, Eve RUGGERI, éd. Genérique, 1986, 299 p., *SP.*

- **Les Curie et la radioactivité**, Eugénie COTTON, Seghers, 1963, 223 p., (coll. Savants du monde entier), *Don.*

- **Elisabeth de Belgique, ou les défis d'une reine**, George-Henri DUMONT et Myriam DAUWEN, Fayard, 1986, 448 p., *SP.*

- **Isabelle Blume: entretiens**, recueillis et présentés par José GOTOVITCH, Fondation Joseph Jacquemotte, 1976, 248 p., *Acq.*

- **La princesse Bibesco: la dernière Orchidée**, Ghislain de DIESBACH, Perrin, 1986, 591 p., (coll. Terre des Femmes), *SP.*

REVUES

Voici la liste des revues qui nous parviennent régulièrement et que vous pouvez consulter à l'Université des Femmes.

A = abonnement
E = échange
G = gratuit

REVUES FÉMININES ET/OU FÉMINISTES

A - AFI-Repères
G - Artemys
E - Association contre les violences faites aux femmes au travail
E - Atlantis
E - Bolletim (Commissao da Condicao feminina)
G - Breaking Chains - ALRA
E - Broadside
E - Broomstick
E - CRIF (Centre de Recherche et d'Information Féministe - Bulletin)
E - Cahiers de la Femme / Canadian Woman Studies
E - Cahiers du GRIF
E - Choisir
E - Chronique féministe
E - CODIF (bulletin du Centre d'Orientation, de Documentation et d'Information pour les femmes)
E - Comunidad
E - Communiqu'elles
E - Connexions
E - Crew Reports
E - Décennie des Nations-Unies pour la Femme
E - Donne e Política
E - Dulle Griet-krant
E - Emma
E - Equality Now
E - FFQ - Petite Presse
E - Fémin' autres
E - Feminist Library and Information Centre
E - Feminist Review
E - Femme Prévoyante
A - Femmes au travail
E - Femmes d'Europe
A - Femmes et Monde
E - Femmes, féminisme et recherche (Bulletin de l'association...)
E - Femmes suisses et le mouvement féministe
E - Fireweed
E - Frauenfragen / Questions au féminin
E - Hysteria
E - Inform'elles
E - IAV (Internationaal archief voor de vrouwenbeweging - Overzicht van nieuwe aanwinsten in de bibliotheek)
E - ISIS
E - Kalliope (a journal of women's art)
G - L'Alliance (internationale Jeanne d'Arc)
E - La Gazette des Femmes
G - La lettre du Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur (Spécial Information Femmes)
E - Lesbia
E - Libre PFU (Parti Féministe

Unifié)

A - Lillith
A - Lover
E - Mujer feminista
E - M/F a feminist journal
E - Nationale Vrouwenraad
A - Nouvelles Questions Féministes
E - «Objectif +» (bulletin du CNFB)
E - Off our Backs
E - Paris Féministes
E - Pénélope
E - Poder y Libertad
G - Quehacere-Cipaf (Centre de Investigación para la Accion Feminina)
E - Réseau Femmes - Information - Bureaux
E - Réelles
E - Resources for feminist Research / Documentation pour la Recherche féministe
E - Revolutionary & Radical feminist newsletter
A - Spare Rib
A - Séminaire Limites-Frontières (Bulletin)
E - Telewoman
G - The Tribune / La Tribune
E - La Vie en Rose
E - Vie Féminine
A - Voix des femmes (Organe de l'ANC - section femmes)
G - Womanews
E - Women & Performance
G - Wires
E - Woman and Revolution
E - Womenews
E - WOE (Women's Organization for Equality)
E - Women's Review of Books
A - Women's Studies International Forum
Nouvelles (Coordination européenne des femmes)
E - Tijdschrift voor Vrouwenstudies
E - Win (Women's International Network) News
E - Women in Libraries
E - Women of Power

AUTRES REVUES (sociales, spécialisées...)

E - AR-Infos (Antenne Rose)
E - Alternative Libertaire
G - Arcadia
E - Cahiers Marxistes (CM)
E - Champ Libre
E - Droits de l'Homme
E - EUR-Info
E - FAR (Bulletin de la Fondation André Renard)
E - GERM - Actualité Santé
E - GERM (Cahiers du)
E - International Health Foundation
G - JEB (Cahiers)
G - Le journal des procès
E - L'Espoir
E - Masques (revues des homosexualités)
E - Nouvelles Feuilles Familiales
E - Nouvelles du Mouvement du Nid
E - Virages

Officiel / Belgique**Commission du Travail des Femmes**

Ministère de l'Emploi et du Travail
rue Belliard 53, 1040 Bruxelles
Tél. 02/230.90.10 ext. 2542

Commission consultative de la Condition féminine

rue des Petits Carmes 14
1000 Bruxelles
Tél. 02/512.50.14

Service pour la Promotion Culturelle et professionnelle des Femmes

Ministère de la Communauté Française
Galerie Ravenstein 27, 1000 Bruxelles
Tél. 02/513.94.40 ext. 299

Comité interministériel pour le statut de la femme

c/o Cabinet du Premier Ministre
rue de la Loi 16, 1040 Bruxelles
Tél. 02/513.80.20

Officiel / Europe**Bureau pour l'Emploi et l'Egalité des Femmes**

Commission des Communautés Européennes
rue de la Loi 200
1040 Bruxelles
Tél. 02/235.11.11

Service Information Femmes

D.G. de l'Information
Commission des Communautés Européennes
rue de la Loi 200
1040 Bruxelles
Tél. 02/235.28.60 ou 235.78.76

Comité Consultatif pour l'Egalité des Chances

c/o Bureau pour l'Emploi et l'Egalité des Femmes ou Commission du Travail des Femmes (cf. ci-dessus).

Commission pour les Droits de la femme

c/o Mme Marlène Lenz
Parlement Européen
rue Belliard 97, 1040 Bruxelles
Tél. 02/234.21.11

Coordination / Belgique

Communauté française

Comité de Liaison des Femmes

c/o Hedwige Peemans-Pouillet (Tél. 02/733.48.80)
Place Quetelet 1a
1030 Bruxelles
pas de téléphone

Bureau des Plaintes des Femmes

c/o Comité de Liaison des Femmes
Place Quetelet 1a
1030 Bruxelles
Permanence le lundi de 13 h 30 à 16 h 30
Tél. aux heures de permanence 02/219.28.02

Communauté flamande

Vrouwen Overleg Komitee
Liedtsstraat 29
1210 Brussel

Femmes contre la crise**Contact National Francophone**

Magda De Cock
rue des Paquerettes 102,
1030 Bruxelles
Tél. 02/523.50.30

Contact National

Neerlandophone
Marijke Colle
Heerneslaan 109, 9000 GENT

Coordination / Europe**CREW REPORTS**

Centre de Recherche sur les femmes européennes
rue Stevin 38, 1040 Bruxelles
Tél. 02/230.51.58

Femmes et syndicats**Commission Femmes de la FGTB**

c/o Marcelle Hoens
rue Haute 42, 1000 Bruxelles
Tél. 02/511.80.67 et 511.64.66
Service Féminin de la CSC
c/o A. Françoise Theunissen
rue de la Loi 121
1040 Bruxelles
Tél. 02/233.34.11

Mouvements Féminins**Femmes Prévoyantes**

Socialistes
Place Saint-Jean 1-2
1000 Bruxelles
Tél. 02/513.64.70

Vie Féminine

c/o Andrée Delcourt
rue de la Poste 111
1210 Bruxelles
Tél. 02/217.29.52

Conseil National des Femmes Belges

rue de Florence 24
1050 Bruxelles
Tél. 02/538.03.04

Parti Féministe Unité

Renée Fosséprez
av. du Pesage 13
1050 Bruxelles
Tél. 02/648.87.38 de 10h à 13h

Parti Féministe de Belgique

av. Louise 385 bte 9
1050 Bruxelles
Tél. 02/771.90.56

Associations de Femmes**La Porte Ouverte**

rue Américaine 16,
1050 Bruxelles
Tél. 02/537.67.61

Solidarité Femme-Emploi

Place Quetelet 1a
1030 Bruxelles
Tél. 02/219.65.18

Centre Féminin d'Education Permanente

Place Quetelet 1a
1030 Bruxelles
Tél. 02/219.28.02

Changeons les livres

rue Blanche 29,
1050 Bruxelles
Tél. 02/538.67.61

Accueil: maisons et cafés**Arlon**

«Maison des Femmes»
rue de Diekirch 37, 6700 Arlon
Tél. 063/22.76.82

Bruxelles

Association rue Blanche
rue Blanche 29, 1050 Bruxelles
Tél. 02/538.47.73

Infor Femmes

rue de Brederode 29
1000 Bruxelles
Tél. 02/511.38.38

Charleroi

«Comme chez elles»
bd. d'Audent 7, 6000 Charleroi
Tél. 071/31.92.90

La Louvière

rue de Bouvy 9
7100 La Louvière
Tél. 064/21.43.33

Liège

«Maison des Femmes»
rue du Pont 6, 4000 Liège
Tél. 041/23.34.02

Mons

«Groupe des Femmes»
c/o Couvez Agnès
rue Thirimont 31, 7000 Mons
Tél. 065/34.75.76

Namur

rue Notre-Dame 47, 5000 Namur
Tél. 081/71.55.45

Tournai

«Groupe des Femmes»
c/o Bernadette Michenaud
Place Verte 7, 7500 Tournai
Tél. 069/22.75.54

Wavre

«La Maison des Femmes»
rue des Brasseries 10
1300 Wavre
Tél. 010/22.38.02

Centres de documentation**Université des Femmes**

Place Quetelet 1a
1030 Bruxelles
Tél. 02/219.61.07

Le Lesbianaire

rue Herman Richir 1
1030 Bruxelles
Tél. 02/215.99.38

CREW.

Centre de Recherches sur les femmes européennes
rue Stevin 38, 1040 Bruxelles
Tél. 02/230.51.58

Rosa

rue Gallait 78, 1210 Bruxelles
Tél. 02/216.23.23

Librairies**Artemys**

Chaussée d'Ixelles, 249
1050 Bruxelles
Tél. 02/647.95.17

Réservé aux femmes**Vrindts**

rue de la Croix de fer 55
1000 Bruxelles
Tél. 02/512.84.15

Dulle Griet

Tiensestraat 45, 3000 Leuven
Tél. 016/23.41.23

Les Rabouilleuses - Diffus'elles

Stock de livres en vente au bureau provisoire à Bruxelles
rue Américaine 7
1050 Bruxelles
Tél. 02/537.31.70

Revues**Chronique Féministe**

Place Quetelet 1a
1030 Bruxelles
Tél. 02/219.61.07

CREW REPORTS

Centre de Recherche sur les femmes européennes
rue Stevin 38, 1040 Bruxelles
Tél. 02/230.51.58

Cahier du GRIF

rue Blanche 29, 1060 Bruxelles
Tél. 02/538.84.87

Le Lesbianaire

rue Herman Richir 1
1030 Bruxelles
Tél. 02/215.99.38

Femmes d'Europe

Commission des Communautés Européennes
rue de la Loi 200
1040 Bruxelles
Tél. 02/235.11.11

Lilith

c/o Julia Rottiers
Hoogvorstweg 15
1980 Tervuren
Tél. 02/767.49.21

Etudes féministes**Université des Femmes**

Place Quetelet 1a
1030 Bruxelles
Tél. 02/219.61.07

Avortement / Contraception**Fédération Belge pour le Planning Familial et l'Education Sexuelle**

rue du Trône 51, 1050 Bruxelles
Tél. 02/513.72.64

Gacehpa

Groupe d'action des Centres extra-hospitaliers pratiquant des avortements

Permanence: lundi et jeudi

de 14 h à 17 h

rue du Trône 51, 1050 Bruxelles

Tél. 02/511.56.03

Comité pour la dépénalisation de l'avortement

c/o Monique Geudin
rue A. Giron 23, 1050 Bruxelles
Tél. 02/649.18.22

VIOL**SOS Viol**

Accueil, Information, soutien et centre de documentation et de recherche sur les violences sexuelles
Place Quetelet 1a
1030 Bruxelles
Tél. 02/219.28.02

Femmes battues**Bruxelles**

rue Blanche 29, 1060 Bruxelles
Tél. 02/539.27.44

Liège

rue Soeurs-de-Hasque
4000 Liège
Tél. 04/23.42.85 et 23.45.67

Arlon

rue de Diekirch 47, 6700 Arlon
Tél. 063/21.46.82

La Louvière

Fédération des Collectifs de Femmes Battues
rue de Bouvy 9
7100 La Louvière
Tél. 064/21.43.03

Leuven

Federatie Vrouwen tegen mishandeling
Justus Lipsiusstraat 57
3000 Leuven
Tél. 016/23.36.61

Namur

rue Notre-Dame 47
5000 Namur
Tél. 081/71.55.45

CHRONIQUE FEMINISTE

CHRONIQUE N° 1 - NOVEMBRE/DECEMBRE 82

- Emilienne Brunfaut
- Finlandaises
- Le pouvoir

CHRONIQUE N° 2 - JANVIER/FEVRIER 83

- Les travailleuses de Bekaert
- Les hommes se déshabillent
- Viol

CHRONIQUE N° 3 - MARS/AVRIL 83

- Des hommes à l'Université des femmes
- Sommes-nous tous des Baruyas?
- Procès CVO

CHRONIQUE N° 4 - MAI/JUIN 83

- Greenham Common
- Travail ménager
- Femmes soviétiques

CHRONIQUE N° 5 - JUILLET/AOUT 83

- Ce que parler veut dire
- Sexisme Bigouden

CHRONIQUE N° 6 - SEPTEMBRE/OCTOBRE 83

- Regard sur la pornographie
- Les femmes en ISRAEL
- L'histoire des Femmes est-elle possible?

CHRONIQUE N° 7 - NOVEMBRE/DECEMBRE 83

- L'Energie et la Frustration
- Avortements, Femmes et tribunaux
- Les droits de l'homme contre le droit des Femmes

CHRONIQUE N° 8 - JANVIER/FEVRIER/MARS 84

- Vers un office national des créances alimentaires
- Moi, délinquante?
- Recherches Féministes en Afrique

CHRONIQUE N° 9 - AVRIL/MAI 84

- Etudes Féministes: principes et méthodologie
- Femmes et Syndicats
- Les prépensionnées des Galeries Anspach
- Coopératives de Femmes

CHRONIQUE N° 10 - JUIN/JUILLET 84

- Le savoir et le faire
- Loisirs des Femmes

- Pensionnées et veuves
- Femmes et développement

CHRONIQUE N° 11 - OCTOBRE/NOVEMBRE 84

- Evolution conceptuelle de la physique
- Partage des responsabilités
- Pacifisme et Féminisme

CHRONIQUE N° 12 - DECEMBRE 84/JANVIER 85

- Rester une égérie ou devenir soi-même
- Nicaraguayennes
- Sciences et Femmes: pas de recettes

CHRONIQUE N° 13 - AVRIL/MAI 85

- Anarcha-féminisme
- Séminaire Sociologie: analyse d'une enquête
- Marie Andrée, vidéaste

CHRONIQUE N° 14 - JUILLET/AOUT 85

- Le pouvoir de la mère
- Les femmes et l'innovation technologique
- Le sexe du travail

CHRONIQUE N° 15 - SEPTEMBRE/OCTOBRE 85

- Nairobi
- Les femmes du divorce
- Crise de l'Etat Keyneysien: questions aux femmes

CHRONIQUE N° 16 - DECEMBRE/JANVIER 85

- DOSSIER: Nouvelles Maternités

CHRONIQUE N° 17 - MARS/AVRIL 86

- Jésus et le Mythe D'Oedipe
- Emilie Claeys: Féministe Socialiste rayée de l'histoire

CHRONIQUE N° 18 - JUIN/JUILLET 86

- Val Duchesse
- et pour les femmes c'est encore pire

CHRONIQUE N° 19 - SEPTEMBRE/OCTOBRE 86

- Politique familiale et politique de l'emploi
- Les femmes au Sri Lanka
- «Cohabitanes de tout le pays, séparez-vous»

«Pour les éditions épuisées les articles peuvent être obtenus sous forme de photocopie».